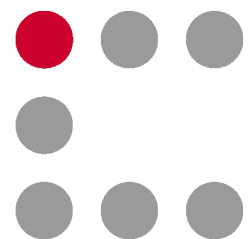




I G R E T E C



RAPPORT FINANCIER

2019

TABLE DES MATIERES

Capital souscrit au 31 décembre 2019	3
Commentaires des comptes annuels au 31 décembre 2019	7
Secteur 1	7
Secteur 2	10
Secteur 3	14
Secteur 4	16
Comptes regroupés	17
Ratios Banque Nationale	19
Chiffres clés - Analyse sur 5 ans	20
Bilan et compte de résultats regroupés	21
Annexes	25
Bilan social	38
Règles d'évaluation	39
Autres informations	42
Bilan & Compte de résultats par secteur	43
Secteur 1	43
Secteur 2	47
Secteur 3	51
Secteur 4	55
Rapport du commissaire à l'Assemblée Générale des coopérateurs de l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques srl sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2019	59
Informations	63

CAPITAL SOUSCRIT AU 31 DÉCEMBRE 2019

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
I. VILLES ET COMMUNES								
Aiseau-Prezles	19		550.297	469.160	1.456		85.204	
Amay	1							
Anderlues	24							
Antoing	3							
Ath	50							
Assesse	1							
Beaumont	9			110.397	7			
Beloil	26							
Bernissart	21							
Binche	69							
Boussu	45							
Braine-le-Comte	21							
Brugelle	7							
Brunehaut	7							
Celles	11							
Chapelle-lez-Herlaimont	23							
Charleroi	458		2.856.124	3.340.882	48.828		3.083.755	407
Châtelet	73			551.941	8.216		474.481	
Chièvres	10							
Chimay	7			110.643	11			
Comines-Warneton	1							
Courcelles	60			1.125.013	4.808		289.761	
Couvin	1							
Dour	1							
Ecaussinnes	5							
Ellezelles	12							
Enghien	12							
Engis	12							
Erquennes	21			436.762	11		60.101	
Estaimpuis	20							
Estinnes	16							
Farciennes	26		11.558	97.128	2.812		152.703	
Fleurus	41			1.070.832	4.632		156.885	45
Flobecq	7							
Florennes	100							
Fontaine-l'Evêque	33			1.403.711	1.240		193.627	
Fosses-la-Ville	7							
Frameries	43							
Frasnes-lez-Anvaing	9							
Froidchappelle	2			1.235.829	4			
Gembloux	12							
Gerpennes	13			1.368.649	1.068		10.112	
Ham-sur-Heure - Nalinnes	16			2.412.356	1.253		118.425	
Herstal	73							
Ittre	1							
Jemeppe-sur-Sambre	1							
Juprelle	1							

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
I. VILLES ET COMMUNES								
Jurbise	16							
La Louvière	144							
Le Roeulx	14							
Les Bons Villers	15			856.824	1.048		1	
Lessines	40							
Leuze-en-Hainaut	17							
Lobbès	11			671.714	6		48.791	
Manage	39							
Merbes-le-Château	10				4		25.137	
Mettet	1							
Molenbeek-Saint-Jean	1							
Momignies	11			949.429	6			
Mons	122							
Mont-de-L'Enclus	3							
Montigny-le-Tilleul	15			853.915	2.028		76.871	
Morlanwelz	35							
Mouscron	1							
Nivelles	1							
Pecq	7							
Péruwelz	20							
Philippeville	1							
Pont-à-celles	18			1.516.918	3.032		116.215	
Quaregnon	39							
Quévy	11							
Rebecq	20							
Rumes	6							
Saint-Georges-sur-Meuse	1							
Saint-Ghislain	44							
Sambreville	42		63.596					
Seneffe	21							
Silly	4							
Sombrefe	1							
Soignies	46							
Sivry-Rance	10			744.006	5			
Thuin	24			1.517.243	16		79.037	
Tournai	142							
Walcourt	28							
Wanze	1							
II. AUTRES POUVOIRS PUBLICS								
S.W.D.E		478				200		
ADL Jemeppe sur Sambre		1						
ASBL "Les Lacs de l'Eau d'Heure"		1						
ASBL "Palais des Beaux Arts"		1						
ASBL "Technofutur"		1						
Association Intercommunale Générations Thiérarche (SCRL)		1						
I.C.D.I.		552						
I.P.F.H.		10.908						
ORES assets						2.400		
Province de Hainaut		48				2.665		
Jardins de Wallonie		1						

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
II. AUTRES POUVOIRS PUBLICS								
La Ruche Chapelloise		1						
Le Logement Bruxellois		1						
Parc des Sports de Charleroi		1						
RCA Charleroi		1						
RCA Dour		1						
RCA Erquelines		1						
RCA La Louvière		1						
RCA Les Bons-Villers		1						
RCA Aiseau		1						
RCA Farciennes		5						
RCA Leuze en hainaut		1						
RCA Mons capitale		1						
Résidence le Douaire ASBL		1						
Société Sambre et Biesme		1						
Sedifin		1						
Société Wallonne Crédit Social		1						
SPGE		1						
Sports et Loisirs Sud Hainaut		1						
SPI		1						
IMIO (intercommunale)		1						
ISPPC		1						
IRSIA		10						
Centre de santé des Fagnes		1						
CPAS Aiseau-Presles		1						
CPAS Anderlues		1						
CPAS Beaumont		10						
CPAS Binche		1						
CPAS Brugelette		1						
CPAS Charleroi		1						
CPAS Châtelet		1						
CPAS Chapelle-lez-Herlaimont		1						
CPAS Chièvres		1						
CPAS Chimay		1						
CPAS Courcelles		1						
CPAS Dour		1						
CPAS Ecaussinnes		1						
CPAS Erquelines		1						
CPAS Froidchapelle		1						
CPAS Gerpennes		1						
CPAS Le Roeux		1						
CPAS Quaregnon		1						
CPAS Molenbeek		1						
CPAS Momignies		1						
CPAS Mons		1						
CPAS Sambreville		1						
CPAS Sivry Rance		1						
CPAS Thuin		1						
CPAS Tournai		20						
CPAS Fleurus		1						
CPAS Walcourt		1						
Zone de police Brunau		1						

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
II. AUTRES POUVOIRS PUBLICS								
Zone de Police Chatelet		1						
Zone de Police Lermes		1						
Zone de Police 3 Vallées		1						
Zone de Police de Hermeton/s/Heure		1						
Zone de Police du Samson		1						
Zone du Tournaisis		1						
Zone des Trieux		1						
Zone de secours Hainaut-Est		1						
Zone de secours Hainaut centre		1						
TOTAUX	2.413	12.093	3.481.575	20.843.352	80.491	5.265	4.971.106	452

COMMENTAIRES DES COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2019

SECTEUR 1

COMPTE DE RÉSULTATS

Le **chiffre d'affaires** passe de 45.273.222 € en 2018 à 47.336.495 € en 2019.

L'activité ordinaire du bureau d'études ainsi que la facturation des prestations aux autres secteurs a généré un chiffre d'affaires de 17.313.965 €, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'exercice précédent. La valorisation des études a été ajustée : nous avons enregistré, en correction du chiffre d'affaires, des ajustements pour les marges potentielles négatives sur les différents projets d'études (-44.366 €) et des produits acquis (84.320 €). La facturation des frais d'exploitation des ouvrages d'épuration à la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE) représente un montant de 29.022.531 €.

Nous avons enregistré en **variation de stocks** les opérations liées à la rétrocession à la SPGE d'emprises pour des ouvrages d'épuration.

Les **autres produits d'exploitation** se composent de frais récupérés auprès de tiers, des produits de location d'immeubles ainsi que des subsides d'exploitation perçus pour la gestion du Guichet de l'Energie de la région de Charleroi et du programme « POLLEC ». Les produits de location d'immeubles et la refacturation des charges locatives représentent un montant de 1.379.025 €. Nous enregistrons aussi, sous cette rubrique, la refacturation de frais vers les autres secteurs (715.945 €). Nous avons également comptabilisé sous cette rubrique la prime régionale perçue en compensation de la cotisation de responsabilisation (45.089 €).

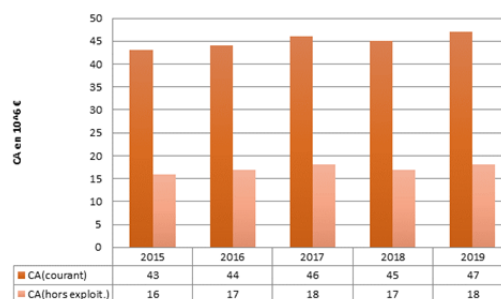
Les **approvisionnements et marchandises** reprennent les dépenses engagées lors de l'acquisition de tréfonds pour les futurs collecteurs et ouvrages d'épuration (15.250 €).

Nous enregistrons une augmentation du poste **services et biens divers** de l'ordre de 4,66 % par rapport à l'exercice 2018. Les dépenses courantes pour les ouvrages d'épuration (10.063.610 €) sont en progression de 4,32 % par rapport à l'exercice précédent. Les autres charges relatives à l'exploitation courante (hors épuration) s'élèvent quant à elles à 3.247.746 € pour l'exercice 2019, soit une augmentation de 5,74 %.

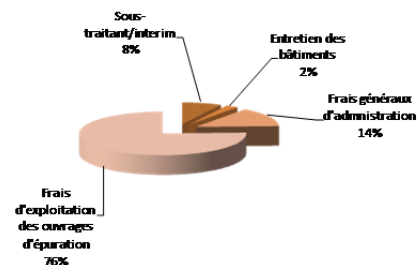
Nous constatons une évolution de 3,13 % entre 2018 et 2019 du poste **rémunérations et charges sociales**. Les éléments et faits marquants concernant le poste rémunérations sont les suivants :

- indexation des rémunérations de 2 % appliquée au 1^{er} janvier 2019 ;
- augmentation de la cotisation de responsabilisation ONSSAPL ;
- augmentation du montant du paiement de pécules de vacances relatif au départ de membres du personnel.

Evolution du chiffre d'affaires



Répartition "Services & biens divers"



La **dotation aux amortissements** (7.215.605 €) a été constituée conformément aux règles d'évaluation. La charge d'amortissement sur les installations de démergement (606.539 €) et sur le bâtiment MERMOZ 1 ainsi que les amortissements des leasings sur les ouvrages d'épuration et les véhicules d'exploitation (5.959.931 €) sont compensés d'une part, par la consommation de subsides en capital et d'autre part, par la facturation des frais d'exploitation à la SPGE.

Nous avons acté des **réductions de valeur sur créances commerciales** pour un montant de 126.390 € et nous en avons reprises pour un montant de 23.898 €.

Nous avons constitué, pour l'exercice 2019, **des provisions pour risques et charges** d'un montant de 383.002 € et effectué des reprises de provisions pour 942.086 € après inventaire des litiges en cours, des charges futures à engager et de l'ajustement de la provision pour la cotisation de responsabilisation ONSSAPL.

Les **autres charges d'exploitation** comprennent essentiellement, outre les charges fiscales d'exploitation et des régularisations après inventaire, des indemnités découlant de sinistres sur chantiers et les charges transférées du secteur 2 (1.651.988 €), correspondant principalement aux frais de gestion et d'entretien du bâtiment SOLEO affecté au siège d'exploitation.

Les **produits financiers** s'élèvent à 1.471.448 €. Ils se composent d'une part, de la consommation des subsides en capital afférents aux biens d'investissement comptabilisés à l'actif et, d'autre part, de produits de placements de trésorerie et des intérêts sur les comptes courants avec les autres secteurs (812.959 € pour 2019 contre 649.889 € en 2018). La prise en résultat de la quote-part des subsides octroyés pour les infrastructures de démergement et le bâtiment MERMOZ 1 s'élève à 658.489 €.

Les **charges financières** s'élèvent à 5.394.074 € : elles représentent les frais bancaires et les intérêts découlant de nos ouvertures de crédit, y compris les charges de couverture de taux sur produits structurés, une réévaluation de nos portefeuilles en gestion discrétionnaire ainsi que la charge financière afférente au secteur 1 pour le financement du bâtiment SOLEO. La partie des intérêts sur les leasings pour les ouvrages d'épuration et les véhicules d'exploitation représente 5.200.019 €, entièrement couverte par le contrat de service avec la SPGE.

Les **produits exceptionnels** (« Produits d'exploitation non récurrents ») se composent essentiellement de plus-values actées sur la réalisation d'actifs immobilisés (2.248 €).

Le **résultat de l'exercice** se solde par un bénéfice de 1.134.772 € qu'il est proposé d'affecter comme suit :

- 770.482 € à titre de gratification au personnel ;
- 364.290 € aux réserves.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations incorporelles** comprennent exclusivement des applications logicielles. Elles sont amorties selon les règles d'évaluation.

Les **immobilisations corporelles** s'élèvent à 109.526.697 € contre 116.226.957 € l'exercice précédent. Les amortissements et, en corollaire, la consommation des subsides afférents aux installations de démergement ont été comptabilisés en résultat.

Les **immobilisations financières** s'élèvent à 8.531.266 €, soit 8.521.476 € de participations au capital de sociétés et 9.790 € de cautions diverses. La variation des participations financières par rapport à l'exercice précédent est due essentiellement à l'augmentation dans le capital de la S.P.G.E (parts C et D), eu égard aux activités de démergement et aux travaux d'égouttage pour les villes et communes associées au secteur. D'autre part, nous avons cédé, en 2019, nos parts dans la société « RECYMEX ».

Les **créances à plus d'un an** se composent d'une part, des sommes à récupérer sous forme d'annuités auprès de la SWDE eu égard à la vente du bâtiment de siège situé à Couillet, et d'autre part, de la créance sur la SPGE résultant de la cession d'ouvrages d'épuration, en l'occurrence, les stations d'épuration de Roux-Canal et Souvret-Chenoît.

Les **stocks et commandes en cours d'exécution** s'élèvent à 1.346.681 €. Il s'agit des dépenses enregistrées pour l'achat des tréfonds pour la construction des ouvrages d'assainissement qui seront à terme cédés à la SPGE (1.311.710 €). Les avances reçues pour ces ouvrages ont été comptabilisées au passif en acomptes reçus sur commandes.

Les **créances commerciales** s'élèvent à 17.251.056 €. Ce montant comprend 14.101.942 € de créances sur les clients contre 4.863.428 € en 2018, ainsi que la partie des produits relatifs à l'exercice 2019 mais facturés au cours de l'exercice 2020, soit 3.100.330 €.

Les **autres créances** comprennent, les montants à recevoir des Villes et Communes et de la Région Wallonne (960.714 €) ainsi que des impôts et taxes à récupérer (37.867 €). Cette rubrique comporte également le montant des rémunérations du mois de janvier 2020 payées anticipativement (614.099 €), le solde des comptes courants avec d'autres intercommunales ainsi que les comptes courants et avances avec les autres secteurs (7.125.864 €). Les tranches à échoir en 2020, relatives aux créances à plus d'un an, ont été reclassées sous la rubrique « Créances à un an au plus » (2.101.522 €). Il reste, au 31 décembre, des « Produits à recevoir » et des créances diverses pour 206.214 €.

La trésorerie (**placements et valeurs disponibles**) s'élève au 31 décembre 2019 à 7.789.769 € contre 19.517.121 € au 31 décembre 2018. La diminution importante s'explique par la vente de nos deux portefeuilles en gestion discrétionnaire auprès de CANDRIAM et ING.

Les **comptes de régularisation** de l'actif comprennent des charges à reporter (478.076 €) ainsi que des produits acquis au 31 décembre relatif à l'encours des projets du bureau d'études (4.633.596 €).

PASSIF

Le **capital libéré** a été porté à 9.515.448 € eu égard aux augmentations de capital proposées dans le cadre du financement des dépenses reprises aux différents contrats de zone et contrats d'agglomération conclus avec nos Villes et Communes associées. Les appels de fonds ont débuté au cours de l'exercice 2009.

Nous avons enregistré sept nouvelles affiliations, à savoir : les C.P.A.S de Mons et de Molenbeek-Saint-Jean, la Régie Communale Autonome de Farciennes, le Logement Bruxellois, la SCRL Association Intercommunale Générations Thiérache ainsi que l'ASBL « Palais des Beaux-Arts de Charleroi » et l'ASBL « Technofutur ».

Les **réserves** augmentent de 364.290 € suivant l'affectation bénéficiaire de l'exercice.

Les subsides des pouvoirs locaux, régionaux et de l'Union Européenne pour les installations de démergement et pour le bâtiment MERMOZ I, dont le coût est enregistré à l'actif en immobilisations corporelles, constituent la rubrique **subsides en capital**.

Les **provisions pour risques et charges** ont été revues en fonction de l'évolution des litiges en cours. Elles se décomposent comme suit :

- provision pour la cotisation de responsabilisation ONSSAPL : 14.747.019 €
- provision pour charges de couverture liées au personnel pensionné: 103.632 €
- provisions diverses pour des litiges sur travaux : 744.494 €
- provision pour le démantèlement d'un équipement technique : 293.250 €.

Les **dettes à plus d'un an** comprennent les dettes de location-financement vis-à-vis de la SPGE sur les ouvrages d'épuration (91.263.216 €).

Le montant du crédit d'investissement contracté dans le cadre du financement du bâtiment « EOLE » (2.219.350 €) est comptabilisé sous la rubrique « Etablissements de crédit ».

Les **dettes à plus d'un an échéant dans l'année** représentent les tranches venant à échéance en 2020 pour les leasings liés au métier de l'eau (6.529.060 €) et la onzième tranche de notre crédit d'investissement de 6.341.000 € (317.050 €).

Les **dettes commerciales** comprennent 2.052.082 € pour le poste fournisseurs ainsi que 1.480.755 € de factures et notes de crédit à recevoir.

Les **acomptes reçus sur commandes** comportent essentiellement les avances enregistrées pour les travaux relatifs à la réalisation des ouvrages d'épuration pour compte de la SPGE (1.409.581 €) et les avances reçues pour couvrir les frais encourus par le Guichet de l'Energie.

La rubrique **impôts** comprend le précompte professionnel et la TVA de décembre à payer en janvier 2020.

La rubrique **rémunérations et charges sociales** se compose essentiellement de la provision pour pécules de vacances (2.407.200 €), du solde des cotisations patronales ONSS et de rémunérations à régulariser dans le courant de l'exercice 2020.

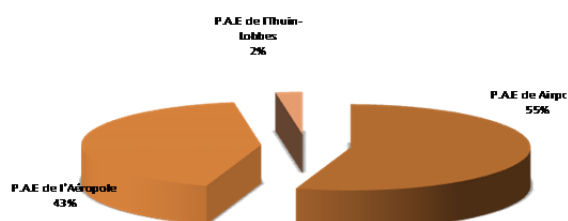
Nous trouvons principalement en **autres dettes**, la gratification (charges patronales comprises) en faveur du personnel conformément aux dispositions statutaires (770.482 €) ainsi que des subsides obtenus (6.417.587 €).

Les **comptes de régularisation** du passif comprennent des revenus à reporter (6.762.921 €) dont un montant de 1.322.865 € de produits liés à la vente à la SPGE des stations d'épuration de Roux-Canal et de Souvret-Chenoît et d'autres ouvrages sur la zone Sud-Hainaut, ainsi que la 1^{ère} avance 2020 relative à la couverture des frais d'exploitation des ouvrages d'épuration facturée en décembre 2019. Sont également comptabilisées en charges à imputer les marges potentielles négatives sur les différents projets d'études (394.460 €).

SECTEUR 2

COMPTE DE RESULTATS

Le **chiffre d'affaires** s'élève à 2.011.135 €. Il se compose des honoraires pour un montant de 296.930 € et des ventes de terrains qui ont été concrétisées par un compromis de vente au cours de l'exercice 2019 (1.703.461 €). L'an dernier, les ventes de terrains s'élevaient à 609.202 €.

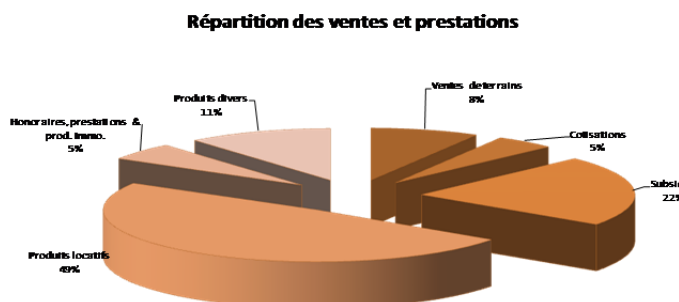


Ventes de terrains en 2019	(en m ²)	(en €)
P.A.E de Airport I	24908	935.530
P.A.E de l'Aéropole	23128	726.450
P.A.E de l'Thuin-Lobbes	1916	41.481
Total des ventes	49952	1.703.461

La **variation de stocks** s'élève en 2019 à -1.117.092 € (2.036.720 € en 2018). Il s'agit pour l'essentiel du transfert au stock des études, travaux, acquisitions et subsides y afférents pour des projets de développement dans les nouveaux parcs d'activités sur la région de Charleroi et dans la zone Sud-Hainaut.

La **production immobilisée** concerne le transfert à l'actif des montants relatifs aux frais d'études et de suivi liés à la construction de nouveaux bâtiments.

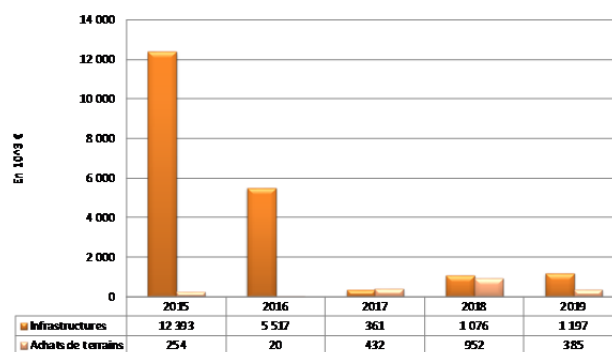
Les **autres produits d'exploitation** comprennent les subsides reçus ou promérités, d'une part, pour les programmes d'animation économique (« CDS », « Conférence des bourgmestres du bassin de vie de Charleroi », « Economie Circulaire », « Smart-Territoire », « Zelda » ainsi que les nouveaux programmes « Charleroi Hub-Créatif », « Fonds Structuraux 2014-2020 ») (1.354.987 €) et, d'autre part, les subsides reçus dans le cadre du développement de nos parcs d'activités économiques et des sites de reconversion (3.167.852 €).



Outre les subsides, sont comptabilisés sous cette rubrique, des produits de location d'immeubles, la facturation des charges locatives (10.121.019 €) et les cotisations de l'exercice (941.538 €). Cette rubrique enregistre également les frais communs transférés aux autres secteurs (1.651.988 €) ainsi que la rémunération perçue de la SWDE depuis la cession des réseaux d'eau en 2003.

Les **approvisionnements et marchandises** reprennent les achats de terrains (384.698 €) dans les différents parcs d'activités économiques ainsi que les travaux d'équipements des parcs réalisés en 2019 (1.197.058 €), principalement les PAE de Baileux, de l'Ecopôle, de Fleurus et le S.R.P.E d'Erquelinnes « Gare de formation ».

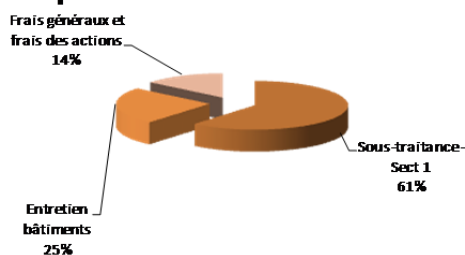
PAE - Evolution des coûts d'acquisition de terrains et des travaux d'infrastructures



Les **services et biens divers** sont principalement composés de la sous-traitance effectuée par le secteur 1 (7.765.519 € contre 7.877.339 € en 2018). Ce poste reprend la facturation en 2019 d'honoraires relatifs aux différents nouveaux projets d'investissements et de développement de parcs d'activités économiques ainsi que la facturation en prix de revient des équipes dédiées aux différents métiers du secteur 2 (5.433.468 €).

Ce poste se compose également des services d'autres sous-traitants dans le cadre des projets de développement économique et les frais de fonctionnement du métier d'animation économique, des frais relatifs à l'organisation d'événements dans le cadre des projets subsidiés ainsi que des frais de fonctionnement et les frais des organes de gestion (1.796.530 €).

Répartition "Services & Biens Divers"



Les frais d'entretien et de fonctionnement des bâtiments de siège et des bâtiments mis en location ainsi que des frais liés à l'entretien de nos parcs d'activités (3.143.188 €) sont également repris sous cette rubrique.

La **dotation aux amortissements** s'élève à 5.321.294 €. La charge des amortissements pour les investissements relatifs aux bâtiments relais et aux immeubles construits sur les parcs d'activités économiques est compensée partiellement par la consommation de subsides en capital.

Des **réductions de valeurs** ont été actées sur des créances irrécouvrables concernant des loyers et des charges locatives (35.887 €).

Les **provisions** ont été rajustées en fonction de l'estimation des dépenses restant à réaliser dans les parcs d'activités économiques, des litiges en cours et de conventions spécifiques avec les pouvoirs publics, ainsi que la provision relative au montant actualisé des cotisations de responsabilisation. Des dotations ont été comptabilisées pour 57.686 € et des reprises pour 334.194 €, celles-ci concernent principalement la provision de couverture de cotisation de responsabilisation ONSSAPL ainsi que les provisions qui avaient été constituées pour nos parcs d'activités.

Les **autres charges d'exploitation** reprennent, outre la prise en charge de frais communs avec le secteur 1 (558.337 €), des charges fiscales d'exploitation (181.110 €), des ajustements d'exercices antérieurs et des frais contractés pour la remise en état des installations communes au Point Centre (98.605 €).

Les **produits financiers** s'élèvent à 1.107.523 €. Ils se décomposent principalement en produits de placements de trésorerie (41.813 €), en immobilisations financières (13.067 €) et en subsides en capital relatifs aux biens d'investissements comptabilisés à l'actif (1.052.643 €).

Les **charges financières** sont composées pour l'essentiel des charges d'intérêts relatives aux emprunts et avances reçues, ainsi que les intérêts afférents à l'émission de billets de trésorerie (valeur nominale de 75.000.000 €), soit une charge d'intérêts de 1.990.866 € pour 2019 contre 2.079.424 € pour l'exercice précédent. La rémunération du compte courant auprès du secteur 1 s'élève à 4.644 €.

Les **autres charges financières** reprennent divers frais bancaires et intérêts (2.430 €).

Les **produits exceptionnels** (« produits financiers non récurrents ») sont essentiellement composés d'une reprise de réduction de valeur sur nos immobilisations financières (7.935 €) ainsi que de la plus-value actée suite à la cession de deux de nos bâtiments dans le cadre de l'apport en nature à la société immobilière SODEVIMMO (3.015.231 €).

En **charges exceptionnelles** (« charges financières non récurrentes »), nous avons ajusté la valeur de nos immobilisations financières, soit une réduction de valeur sur l'exercice de 49.211 €. Nous avons comptabilisé une moins-value suite à la vente d'un de nos bâtiments sur le parc d'activités de Thuin-Lobbès (22.383 €) ainsi que la cession de parts d'une de nos participations financières (5.668 €).

Le **résultat de l'exercice** se solde par un bénéfice de 1.525.171 € qui sera affecté aux réserves disponibles.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations corporelles** s'élèvent à 114.172.149 € contre 132.768.577 € en 2018. Il reste, au 31 décembre 2019, 1.496.566 € au poste **immobilisations en cours**.

Les **immobilisations financières** varient en fonction du rajustement des réductions de valeur appliquées sur certaines participations.

Les **créances à plus d'un an** reprennent les montants dus par les Villes et Communes pour le financement des crédits contractés auprès du secteur 2 dans le cadre des travaux non subsidiés sur les parcs d'activités économiques et des créances sur les pouvoirs régionaux pour les financements « SOWAFINAL » dans le cadre des travaux subsidiés dans nos parcs d'activités, ainsi qu'un prêt accordé à Intersud dans le cadre du refinancement des activités générales et d'un financement nominal de 2.500.000€ accordé au secteur 3 dans le cadre des projets d'amélioration en efficacité énergétique des bâtiments (2.068.364 €).

Les **stocks** sont constitués de la valeur en prix de revient, ou en valeur de marché si le prix de revient lui était supérieur, des terrains de nos parcs d'activités économiques ainsi que des études pour divers projets d'investissements et s'élèvent à 45.243.834 €.

Les **créances commerciales** comprennent l'encours clients (1.290.867 €) ainsi que les factures et notes de crédit à établir au cours du prochain exercice (746.229 €). Les créances douteuses représentent au 31 décembre 2019 un montant net de 12.158 €.

Les **autres créances à un an au plus** comprennent principalement des subsides à recevoir des pouvoirs publics et de l'Union Européenne (1.626.694 €). Il reste, sous cette rubrique au 31 décembre 2019, la tranche 2020 des financements pris en charge par les communes pour les travaux non subsidiés dans les parcs d'activités économiques (48.388 €) ainsi que des emprunts SOWAFINAL à charge des pouvoirs régionaux (3.081.631 €). Les autres créances diverses reprennent, pour l'essentiel, des loyers à percevoir (953.988 €), le solde des comptes courants avec le secteur 3, l'IPFH et Intersud, ainsi que le compte courant avec la Sodevimmo (2.060.674 €) et des montants à recevoir relatifs aux actes de terrains (744.943€).

La trésorerie (**placements et valeurs disponibles**) s'élève à 4.885.094 € au 31 décembre 2019 contre 4.884.527 € l'exercice précédent.

Les **comptes de régularisation** de l'actif sont constitués de charges à reporter (62.797 €) et de produits acquis (21.706 €).

PASSIF

Le **capital** s'élève à 531.687 € au 31 décembre 2019 €.

La **réserve légale** s'élève à 5.831.410 € et les **réserves** se voient augmenter de 1.525.171 € suite à l'affectation du bénéfice de l'exercice.

Le poste **subsides en capital** enregistre les subsides reçus pour les immobilisations. Conformément au droit comptable, ils font l'objet d'une consommation au même rythme que l'amortissement pratiqué sur les immobilisations correspondantes.

Les **provisions pour risques et charges** ont été rajustées en fonction de l'inventaire de fin d'exercice. Elles se décomposent principalement comme suit :

- provisions pour les dépenses à engager sur les parcs d'activités économiques : 262.127 € ;
- provision dans le cadre de l'explosion au Biopôle : 100.000 € ;
- provision pour des travaux de réfection des voiries sur nos PAE : 49.300 € ;
- provision relative à la cotisation de responsabilisation : 4.728.347 €.

Les **dettes à plus d'un an** comprennent, en **dettes financières**, des emprunts contractés dans le cadre de la construction de notre bâtiment de siège SOLEO et de bâtiments sur nos différents parcs d'activités et ceux contractés afin de permettre le remboursement de capital des associés privés ainsi que les emprunts contractés suite à la mise en force du programme de financement alternatif SOWAFINAL pour ce qui concerne le financement de la quote-part subsidiée des travaux d'infrastructures dans nos parcs d'activités (34.718.644 €).

Les **autres dettes à plus d'un an** représentent des subsides à reconstituer dans le cadre de conventions particulières avec les pouvoirs régionaux.

Les dettes à un an au plus reprennent les tranches d'emprunt échéant en 2020 (9.412.281 €) dont 3.345.520 € dans le cadre des financements SOWAFINAL ainsi que les dettes financières reprenant la valeur des billets de trésorerie émis au 31 décembre de l'année (36.000.000 €).

La fluctuation du compte **fournisseurs** résulte comme chaque année de la variation du volume de travaux engagés (3.398.694 € au 31 décembre 2019 contre 6.306.501 € en 2018).

Les **acomptes reçus** représentent les avances reçues dans le cadre des nouveaux programmes subsidiés (1.875.783 €) ainsi que des montants relatifs à des compromis de vente pour des terrains.

La rubrique **impôts** reprend des révisions TVA à verser au Trésor.

Les **autres dettes à un an au plus** comprennent notamment des cautionnements reçus en numéraire (128.123 €), le compte courant avec les autres secteurs (10.308.784 €), le compte courant de la société interne constituée avec Intersud (458.519 €), des avances à rembourser aux pouvoirs régionaux (2.004.854 €) et le capital à rembourser aux associés démissionnaires.

Les **comptes de régularisation** du passif comprennent des charges à imputer (736.181 €) et des produits à reporter (58.188 €).

SECTEUR 3

COMPTE DE RESULTATS

Le **chiffre d'affaires** est composé essentiellement de la facturation des travaux et études ainsi que des suivis des projets d'amélioration en efficacité énergétique des bâtiments sur le territoire des communes associées (4.115.318 €).

La **variation de stocks** correspond au transfert des charges pour les études et travaux réalisés sur l'exercice et des prélèvements opérés suite aux ventes réalisées (-2.360.476 €).

Les **autres produits d'exploitation** reprennent pour l'essentiel un produit de couverture d'assurance (53.377 €).

Les **approvisionnements et marchandises** reprennent les dépenses engagées en cours d'exercice pour les travaux d'amélioration énergétique pour les Villes et Communes associées (1.152.999 €). Ceux-ci ont été intégralement transférés aux stocks en clôture d'exercice.

Les **services et biens divers** se composent des frais des organes de gestion et de contrôle (27.801 €) ainsi que de la sous-traitance au secteur 1 couvrant les coûts du département services énergétiques (187.108 €) et les études et suivis afférents aux projets (643.883 €).

Les **produits financiers** d'un montant de 14.409.009 € représentent les produits de notre participation au capital de l'IPFH (14.394.823 €) ainsi que les produits financiers inhérents aux calculs économiques (14.185 €).

Les **charges financières** s'élèvent à 40.575 € : il s'agit principalement des intérêts du prêt d'un montant nominal de 2.500.000 € octroyé par le secteur 2.

Le **bénéfice de l'exercice** s'élève à 14.174.068 €. L'affectation du résultat pour cet exercice se décompose comme suit :

- 12.673.866 € à titre de rémunération des parts PF ;
- 1.500.202 € aux réserves disponibles.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations financières** représentent notre participation au capital de l'IPFH, soit des parts P.F (124.277.625 €) et des parts P.E (2.000.000 €).

Les **créances à plus d'un an** reprennent les montants des travaux et études facturés aux Villes et Communes pour les projets d'amélioration en efficacité énergétique. Ces montants seront libérés conformément aux modalités reprises dans les différents calculs économiques y afférents.

Les **stocks et commandes en cours** reprennent les pré-audits et audits énergétiques ainsi que les études et travaux à facturer aux villes et communes (2.349.637 €).

Les **créances à un an au plus** reprennent le compte « clients » (1.528.919 €), une facturation à établir (10.461 €) et des excédents d'impôts à récupérer (495 €).

Les **placements de trésorerie** et les **valeurs disponibles** représentent 2.162.531€.

Les **comptes de régularisation** comprennent des produits acquis pour 49.565 €.

PASSIF

Le **capital souscrit** est constitué principalement par l'apport au secteur 3 des Villes et Communes de leur participation dans le capital de l'IPFH.

Les **réserves disponibles** s'élèvent à 3.111.965 € après l'affectation du résultat.

Les **dettes à plus d'un an** représentent le solde d'un emprunt nominal de 2.500.000€ octroyé par le secteur 2.

Les **dettes à plus d'un an échéant dans l'année** reprennent la tranche d'emprunt venant à échéance en 2020 (110.828 €).

Les **dettes commerciales** sont constituées des montants dus aux fournisseurs (835.704 €) et des factures à recevoir (67.108 €).

Les **autres dettes** se composent du compte courant avec les secteurs 1 et 2 (3.769.996 €) et de dettes découlant de l'affectation du résultat (845.956 €) ainsi que les montants comptabilisés suite à la restitution de capital variable (1.783.483 €).

Le **compte de régularisation** est composé de charges financières à imputer sur l'exercice.

SECTEUR 4

COMPTE DE RESULTATS

Le **chiffre d'affaires** est constitué par les indemnités facturées à la SOWAER dans le cadre de la gestion de la zone d'exposition au bruit de l'aéroport de Charleroi (186.715 €) ainsi que de ventes d'immeubles réalisées pendant l'exercice (469.894 €).

La **variation de stocks** reprend le prélèvement de l'exercice relatif aux ventes et cessions immobilières à la SOWAER de biens repris sous la rubrique « Stocks » (7.837.111 €).

Les **autres produits d'exploitation** reprennent les indemnités et les loyers perçus suite à l'occupation d'habitations par des locataires ou les anciens propriétaires (38.682 €) ainsi que la contrepartie de la créance sur la SOWAER comptabilisée eu égard à la gestion du compte courant et à la valorisation du stock de terrains et de maisons au prix de marché (1.039.563 €). Des refacturations de frais divers représentent 40.575 €.

Le poste **services et biens divers** s'élève à 405.657 €. Il se compose de la sous-traitance du secteur 1 ainsi que des dépenses relatives à l'entretien des biens (218.768 €).

Une reprise de **réduction de valeur sur stocks** a été appliquée afin de réajuster la valeur des stocks des immeubles en fonction de la valeur de marché eu égard à l'ensemble des immeubles qui ont été vendus ou cédés au cours de l'exercice (6.467.477 €).

Après l'imputation des **charges financières** (138 €), le **résultat de l'exercice** se clôture à l'équilibre.

BILAN

ACTIF

Les **stocks** sont constitués de la valeur au prix de marché, des terrains et immeubles acquis dans le cadre de la gestion de la zone d'exposition au bruit (330.000 €) : il s'agit de terrains non bâtis devant faire l'objet d'une dernière opération de vente en 2020.

Les **créances à un an au plus** comprennent principalement le solde du compte clients (56.481 €), un compte courant avec le secteur 2 (16.301 €) et une créance liée à la vente d'un terrain fin 2019 (160.000 €).

Les **valeurs disponibles et placements de trésorerie** s'élèvent à 400.159 €.

PASSIF

Le **capital souscrit** (2.802 €) reste inchangé.

La **réserve légale** s'élève à 989 €.

Les **réserves disponibles** s'élèvent 134.656 €.

Les **dettes commerciales** envers les fournisseurs s'élèvent à 191.105 €.

Les **autres dettes** comportent principalement le montant des cautions reçues des locataires (13.964 €), les comptes courants avec les autres secteurs (17.629 €) ainsi que les montants à rembourser à la SOWAER suite aux dernières opérations liées à la convention de gestion prenant fin au 31 décembre (603.281 €).

COMPTES REGROUPÉS

Les opérations de regroupement suivantes ont été effectuées :

- reclassement de certains produits de la rubrique chiffre d'affaires vers la rubrique production immobilisée ;
- compensation des produits et des charges afférents aux opérations intersectorielles ;
- compensation des créances et des dettes réciproques aux quatre secteurs ;
- reclassement des immobilisations financières en fonction des participations globalement détenues par l'intercommunale ;
- reclassement de la quote-part des subsides en rubrique « Impôts différés » ;
- affectation consolidée.

Le total du bilan atteint un montant de 524.732.013 € en 2019 contre 535.661.915 € en 2018.

Le résultat d'exploitation « consolidé » se solde par un bénéfice d'exploitation de 7.325.706 €. Le bénéfice « consolidé », somme arithmétique de l'ensemble des secteurs, s'élève à 16.834.012 € soit :

<u>Secteurs</u>	<u>Résultat net</u>
Secteur 1	1.134.772 €
Secteur 2	1.525.171 €
Secteur 3	14.174.068 €
Secteur 4	0 €

Il est proposé de procéder aux affectations regroupées suivantes :

- 770.482 € à titre de gratification au personnel ;
- 12.673.866 € en rémunération des parts PF ;
- 3.389.664 € à affecter aux capitaux propres.

SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE (hors dettes à charge des tiers)

Les dettes financières présentées ci-dessous sont composées des dettes financières court terme et long terme hors dettes à charge des tiers, c'est-à-dire diminuées du leasing envers la SPGE pour 97.774.277 € et du montant relatif au dossier SOWAFINAL à charge de la Région wallonne pour 36.936.993 €.

L'endettement financier d'I.G.R.E.T.E.C a diminué de 5,46 millions d'euros par rapport à 2018 tandis que l'endettement net a lui augmenté de 3,85 millions d'euros.

	2019	2018	Variation	Variation en %
Dettes financières	130.629.906 €	136.088.554 €	-5.458.647 €	-4,01 %
<i>Long terme</i>	87.964.206 €	93.553.996 €	-5.589.789 €	-5,97 %
<i>Court terme</i>	42.665.700 €	42.534.558 €	131.142 €	0,31 %
Placements de trésorerie + disponible	15.237.574 €	24.545.195 €	-9.307.621 €	-37,92 %
Endettement Net	115.392.332 €	111.543.358 €	3.848.974 €	3,45 %

Au 31 décembre 2019, les dettes financières à long terme sont composées d'emprunts contractés auprès d'institutions financières pour un montant de 2.219.350 € en secteur 1 et de 85.744.856 € en secteur 2.

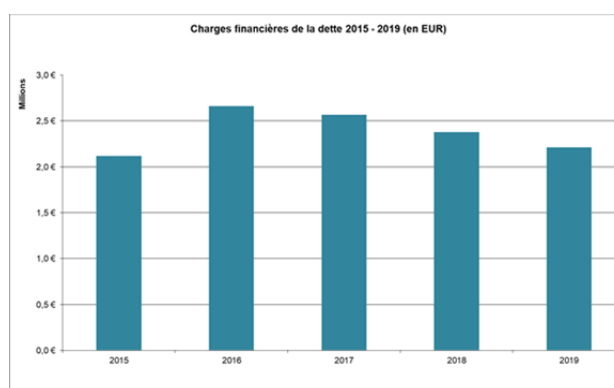
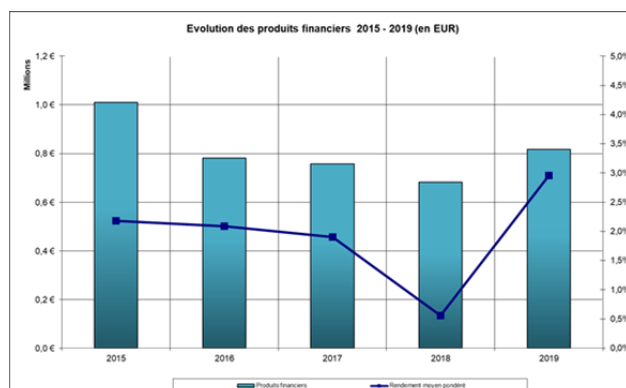
Les dettes financières à court terme sont constituées des émissions de billets de trésorerie pour le secteur 2 pour 36.000.000 € et de dettes à plus d'un an échéant dans l'année pour un montant de 6.665.700 €.

Les dettes financières de l'intercommunale, dont 71,31 % portent un taux d'intérêt fixe (72,24 % fin 2018), ont un coût moyen pondéré de 1,58 % contre 1,70 % au 31 décembre 2018.

L'intercommunale utilise également des instruments de couverture (taux forward sur taux d'intérêt, etc.) pour réduire son exposition aux risques de taux et optimiser la structure taux fixe/taux variable de ses dettes.

La trésorerie de l'intercommunale est gérée de manière centralisée par le trésorier de l'intercommunale conformément aux objectifs et principes définis par la direction. La politique de l'intercommunale consiste à préserver ses avoirs financiers et à ne pas s'engager dans des transactions spéculatives ou à effet de levier.

Nous affichons un rendement moyen de nos avoirs de 2,95 % contre 0,56 % en 2018.



RATIOS BANQUE NATIONALE

CHIFFRES CLES		2019	2018	2017	2016	2015
A. Total de l'actif	(10 ³ €)	524.732	535.662	562.722	575.057	570.700
B. Chiffre d'affaires	(10 ³ €)	45.418	39.165	40.031	40.149	35.300
C. Chiffre d'affaires par travailleur	(10 ³ €)	158	136	140	142	123
D. Rémunérations	(10 ³ €)	23.014	22.315	22.197	21.648	21.313
E. Bénéfice net	(10 ³ €)	16.834	12.699	10.743	10.018	16.824
F. Nombre moyen de travailleurs		286,5	287,1	286,5	285,0	287,0

RATIOS		2019	2018	2017	2016	2015
A. CONDITIONS D'EXPLOITATION						
Marge brute	(%)	21,17	20,98	33,97	30,69	30,17
Marge nette	(%)	14,42	10,54	10,26	14,21	12,02
Valeur ajoutée	(10 ³ €)	31.312	32.325	38.972	33.647	24.186
Valeur ajoutée / Chiffre d'affaires	(%)	68,94	82,53	97,35	83,81	68,51
Valeur ajoutée par membre du personnel	(10 ³ €)	109,2	112,6	136,1	118,8	84,3
Frais de personnel / Valeur ajoutée	(%)	69,91	65,74	54,31	61,89	85,69
Quote-part des amortissements, dévaluations et provisions dans la valeur ajoutée	(%)	20,7	27,1	42,1	33,7	46,4
Importance des charges financières en comparaison de la valeur ajoutée	(%)	24,1	24,7	21,1	25,4	34,81
B. RENTABILITE						
Rentabilité nette des capitaux propres	(%)	8,99	6,49	5,46	5,01	8,19
Cash flow / capitaux propres	(%)	10,8	9,64	12,39	9,27	12,4
Résultat net de l'actif avant charges des dettes	(%)	4,65	3,86	3,37	3,23	4,42
C. STRUCTURE FINANCIERE						
Liquidité générale ("Current ratio")	(%)	1,12	1,17	1,48	1,95	1,86
Liquidité réduite ("Acid test ratio")	(%)	0,56	0,51	0,71	0,96	0,92
Nombre de jours de crédit clients		95,55	41,99	51,21	64,57	37,87
Nombre de jours de crédit fournisseurs		73,94	103,02	85,01	93,2	58,9
Solvabilité = Capitaux propres / Total actif	(%)	35,7	36,5	34,9	34,8	36,01
Fonds de roulement net	(10 ³ €)	10.831	14.312	33.406	54.400	49.470
- Besoins en fonds de roulement net	(10 ³ €)	31.593	25.767	28.566	35.286	39.664
= Trésorerie nette	(10 ³ €)	- 20.762	- 11.455	4.840	19.114	9.806

CHIFFRES CLÉS - ANALYSE SUR 5 ANS

(Chiffres 10³€)

Secteur 1	2019	2018	2017	2016	2015
Total bilan	174.627	173.048	178.274	185.563	185.466
Immobilisations corporelles	109.527	116.227	119.976	126.195	132.482
Capitaux popres	34.081	32.745	32.724	32.417	31.148
Ventes & prestations	50.015	49.658	46.903	46.910	44.921
Chiffre d'affaires	47.336	45.273	45.567	43.687	42.566
Coût des ventes & prestations	44.957	43.763	40.864	40.449	39.209
Rémunérations	23.014	22.315	22.197	21.648	21.312
Résultat d'exploitation(+/-)	5.057	5.895	6.039	6.461	5.712
Résultat de l'exercice(+/-)	1.135	947	960	1.495	713

Secteur 2	2019	2018	2017	2016	2015
Total bilan	232.753	236.977	231.307	225.770	218.589
Immobilisations corporelles	114.172	132.769	126.415	119.841	117.179
Capitaux popres	33.623	36.917	39.581	42.767	45.937
Ventes & prestations	22.630	18.026	17.109	20.009	28.336
Chiffre d'affaires	2.011	945	1.854	1.494	1.714
Coût des ventes & prestations	20.167	19.683	18.329	20.792	30.166
Résultat d'exploitation(+/-)	2.463	-1.657	-1.219	-782	-1.829
Résultat de l'exercice(+/-)	1.525	-2.536	-2.359	-1.583	-2.355

Secteur 3	2019	2018	2017	2016	2015
Total bilan	135.208	130.087	128.166	128.652	131.254
Immobilisations financières	126.278	124.278	124.278	124.278	124.278
Capitaux popres	125.606	125.889	124.279	124.812	128.433
Ventes & prestations	1.817	2.360	987	817	2.025
Chiffre d'affaires	4.115	14	353	1.765	4
Coût des ventes & prestations	2.012	2.523	1.170	998	2.196
Résultat d'exploitation(+/-)	-194	-164	-183	-181	-171
Résultat de l'exercice(+/-)	14.174	14.288	12.137	10.099	18.458

Secteur 4	2019	2018	2017	2016	2015
Total bilan	964	1.817	30.388	38.315	37.745
Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0
Capitaux popres	138	138	138	134	127
Ventes & prestations	-6.062	-3.224	6.314	1.676	2.720
Chiffre d'affaires	657	946	508	791	319
Coût des ventes & prestations	-6.062	-3.224	6.314	1.676	2.720
Résultat d'exploitation(+/-)	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice(+/-)	0	0	4	7	7

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTATS REGROUPÉS

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIFS IMMOBILISÉS	20/28	379.791.606	391.220.450
I. Frais d'établissement (annexe 6.1)	20	0	0
II. Immobilisations incorporelles (annexe 6.2)	21	178.626	283.493
III. Immobilisations corporelles (annexe 6.3)	22/27	223.698.846	248.995.534
A. Terrains et constructions	22	20.983.303	22.067.961
B. Installations, machines et outillage	23	6.383.042	6.935.471
C. Mobilier et matériel roulant	24	457.552	711.271
D. Location-financement et droits similaires	25	97.140.006	103.025.333
E. Autres immobilisations corporelles	26	97.238.377	103.025.198
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27	1.496.566	13.230.300
IV. Immobilisations financières (annexe 6.4 et 6.5.1)	28	155.914.134	141.941.423
A. Entreprises liées (annexe 6.15)	280/1	12.253.120	916.667
1. Participations	280	12.253.120	916.667
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (annexe 6.15)	282/3	127.520.404	126.081.585
1. Participations	282	127.520.404	126.081.585
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	16.140.610	14.943.171
1. Actions et parts	284	16.130.723	14.934.284
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	9.887	8.887
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	144.940.407	144.441.465
V. Créances à plus d'un an	29	45.271.268	46.749.170
A. Créances commerciales	290	2.828.994	804.565
B. Autres créances	291	42.442.274	45.944.605
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	49.270.152	56.556.196
A. Stocks	30/36	45.609.005	46.350.640
1. Approvisionnements	30/31	35.171	58.998
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35	45.573.834	46.291.642
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	3.661.147	10.205.556
VII. Créances à un an au plus (annexe 6.5.1 et 6.6)	40/41	29.915.673	16.226.657
A. Créances commerciales	40	18.434.997	7.703.020
B. Autres créances	41	11.480.676	8.523.637
VIII. Placements de trésorerie	50/53	4.974.049	12.530.924
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	4.974.049	12.530.924
IX. Valeurs disponibles	54/58	10.263.525	12.014.271
X. Comptes de régularisation (annexe 6.6)	490/1	5.245.740	364.247
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	524.732.013	535.661.915

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	187.350.975	195.689.500
I. Capital (annexe 6.7,1)	10	132.544.104	132.697.763
A. Capital souscrit	100	147.443.508	147.514.266
B. Capital non appelé (-)	101	(14.899.404)	(14.816.503)
II. Primes d'émission	11		
III. Plus-values de réévaluation	12		
IV. Réserves	13	27.178.815	23.789.151
A. Réserve légale	130	721.234	721.234
B. Réserves indisponibles	131		
1. Pour actions propres	1310		
2. Autres	1311		
C. Réserves immunisées	132		
D. Réserves disponibles	133	26.457.581	23.067.917
V. Bénéfice reporté	140		
Perte reportée (-)	141		
VI. Subsidés en capital	15	27.628.056	39.202.586
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	27.145.977	21.884.164
VII. A. Provisions pour risques et charges	160/5	21.048.572	21.884.164
1. Pensions et obligations similaires	160	19.475.366	20.598.501
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Autres risques et charges (annexe 6.8)	163/5	1.573.206	1.285.663
B. Impôts différés	168	6.097.405	
DETTES	17/49	310.235.061	318.088.251
VIII. Dettes à plus d'un an (annexe 6.9)	17	221.396.303	234.708.295
A. Dettes financières	170/4	213.082.784	226.566.465
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172	91.263.216	97.728.446
4. Etablissements de crédit	173	3.453.457	2.755.222
5. Autres emprunts	174	118.366.111	126.082.797
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	8.313.519	8.141.830
IX. Dettes à un an au plus (annexe 6.9)	42/48	80.865.804	80.116.936
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	16.258.392	15.732.020
B. Dettes financières	43	36.000.000	36.000.000
1. Etablissements de crédit	430/8	36.000.000	36.000.000
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	5.564.274	7.962.946
1. Fournisseurs	440/4	5.564.274	7.962.946
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	3.565.991	3.249.953
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	4.829.870	3.688.561
1. Impôts	450/3	2.283.448	1.154.300
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	2.546.422	2.534.261
F. Autres dettes	47/48	14.647.277	13.483.456
X. Comptes de régularisation (annexe 6.9)	492/3	7.972.954	3.263.020
TOTAL DU PASSIF	10/49	524.732.013	535.661.915

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	57.330.744	55.919.322
A. Chiffre d'affaires (annexe 6.10)	70	45.418.167	39.164.986
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	(11.299.429)	(3.059.929)
C. Production immobilisée	72	821.704	1.022.551
D. Autres produits d'exploitation (annexe 6.10)	74	19.372.823	18.791.110
E. Produits d'exploitation non récurrents (annexe 6.12)	76A	3.017.479	604
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	50.005.038	51.844.582
A. Approvisionnements et marchandises	60	2.746.282	4.337.771
1. Achats	600/8	2.722.455	4.337.771
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609	23.827	
B. Services et biens divers	61	18.449.593	17.293.498
C. Rémunérations, charges sociales et pensions (annexe 6.10)	62	23.013.562	22.315.486
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	12.536.900	12.414.274
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -) (annexe 6.10)	631/4	(6.329.098)	(3.554.830)
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -) (annexe 6.10)	635/7	(835.593)	(1.188.628)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	401.009	227.011
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes (annexe 6.12)	66A	22.383	
III. Bénéfice d'exploitation (+) Perte d'exploitation (-)	70/66A 66A/70	7.325.706	4.074.740
IV. Produits financiers	75/76B	16.561.588	17.011.554
A. Produits financiers récurrents	75	16.553.653	17.006.319
1. Produits des immobilisations financières	750	14.414.672	14.489.247
2. Produits des actifs circulants	751	790.160	599.189
3. Autres produits financiers (annexe 6.11)	752/9	1.348.821	1.917.883
B. Produits financiers non récurrents (annexe 6.12)	76B	7.935	5.235
V. Charges financières (annexe 6.11)	65/66B	7.442.389	8.386.705
A. Charges financières récurrentes	65	7.387.509	8.325.756
1. Charges des dettes	650	7.558.986	7.967.887
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651	(318.589)	263.618
3. Autres charges financières (annexe 6.11)	652/9	147.112	94.251
B. Charges financières non récurrentes (annexe 6.12)	66B	54.880	60.949
VI. Bénéfice courant avant impôts (+) Perte courante avant impôts (-)	70/66B 66B/70	16.444.905	12.699.589
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+) B. Transfert aux impôts différés (-)	780 680	389.107	
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+) Perte de l'exercice (-)	70/67 67/70	16.834.012	12.699.589
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+) Transfert aux réserves immunisées (-)	789 689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+) Perte de l'exercice à affecter (-)	(70/68) (68/70)	16.834.012	12.699.589

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	16.834.012	12.699.589
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	16.834.012	12.699.589
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		725.138
1. sur le capital et les primes d'émission	791		
2. sur les réserves	792		725.138
C. Affectations aux capitaux propres	691/2	(3.389.664)	
1. au capital et aux primes d'émission	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921	3.389.664	
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/6	(13.444.348)	(13.424.727)
1. Rémunération du capital	694	12.673.866	12.677.741
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Autres allocataires	696	770.482	746.986

Villes et Communes
AISEAU-PRESLES
CHARLEROI
CHATELET
COURCELLES
ERQUELINNES
FARCIENNES
FLEURUS
FONTAINE-L'EVEQUE
GERPINNES
HAM-SUR-HEURE / NALINNES
LOBBES
MERBES-LE-CHATEAU
MONTIGNY-LE-TILLEUL
PONT-A-CELLES
THUIN
TOTAUX

Dividendes 2019
201.248
7.638.376
1.351.158
781.623
241.414
203.955
386.722
448.487
51.594
345.926
68.986
66.178
215.555
423.669
248.974
12.673.866

Dividendes 2018
201.248
7.641.278
1.351.158
781.623
241.414
203.955
386.722
448.487
51.594
345.926
68.986
66.178
215.555
423.669
249.947
12.677.741

ANNEXES

6.2. ETAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (rubrique 21 de l'actif)	Frais de recherche et de développement	Concessions, brevets, licences, savoir-faire, marques et droits similaires
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent		3.237.028
Mutations de l'exercice		
Acquisitions, y compris la production immobilisée		6.668
Cessions et désaffectations		
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		3.243.696
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent		2.953.535
Mutations de l'exercice		
Actés		111.535
Repris		
Acquis de tiers		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		3.065.070
Valeur comptable nette au terme de l'exercice		178.626

6.3. ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains et constructions (C.6.3.1)	Installations, machines et outillage (C.6.3.2)	Mobilier et matériel roulant (C.6.3.3)
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	27.376.265	20.572.669	17.284.036
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée		90.041	161.303
Cessions et désaffectations	244.131		220.531
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	27.132.134	20.662.710	17.224.808
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	5.308.304	13.637.198	16.572.765
Mutations de l'exercice			
Actés	840.527	642.470	349.488
Repris			
Acquis de tiers			
Annulés à la suite de cessions et désaffectations			154.997
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	6.148.831	14.279.668	16.767.256
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	20.983.303	6.383.042	457.552

	Location- financement et droits similaires (C.6.3.4)	Autres immobilisations corporelles (C.6.3.5)	Immobilisations en cours et acomptes versés (C.6.3.6)
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	158.020.401	167.889.134	13.230.299
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	70.234	879.557	1.834.371
Cessions et désaffectations	87.396	20.837.199	178.922
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)		13.389.182	-13.389.182
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	158.003.239	161.320.674	1.496.566
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	54.995.068	64.863.936	
Mutations de l'exercice			
Actés	5.955.561	4.622.346	
Repris			
Acquis de tiers			
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	87.396	5.403.985	
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	60.863.233	64.082.297	
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	97.140.006	97.238.377	1.496.566
DONT			
Terrains et constructions	97.016.609		
Installations, machine et outillage			
Mobilier et matériel roulant	123.397		

6.4. ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Entreprises liées (C.6.4.1)	Entreprises avec un lien de participation (C.6.4.2)	Autres entreprises (C.6.4.3)
PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	1.077.731	127.887.240	31.119.849
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	12.283.000	629.200	1.263.688
Cessions et retraits	37.184		44.621
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	-1.008.927	1.008.927	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	12.314.620	129.525.367	32.338.916
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	161.064	150.932	35.699
Mutations de l'exercice			
Actées		45.606	3.605
Reprises		7.361	574
Acquises de tiers			
Annulées à la suite de cessions et retraits			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	-161.064	161.064	
Réductions de valeur au terme de l'exercice	0	350.241	38.730
Montants non appelés au terme de l'exercice précédent	0	1.654.722	16.149.866
Mutations de l'exercice (+)/(-)	61.500		19.597
Montants non appelés au terme de l'exercice	61.500	1.654.722	16.169.463
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	12.253.120	127.520.404	16.130.723
CREANCES			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent			8.887
Mutations de l'exercice			
Additions			1.000
Remboursements			
Réductions de valeur actées			
Réductions de valeur reprises			
Différences de change (+)/(-)			
Autres (+)/(-)			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice			9.887
Réductions de valeur cumulées sur créances au terme de l'exercice			

6.5. PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

DENOMINATION	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%	%				
FONDS DE CAPITAUX D'AMORCAGE SA Bld de l'Yser 17, boîte 1 6000 Charleroi Belgique 451.292.894 Nominatives	40.700	48	0	31/12/2018	EUR	1.752.475	3.354
HERACLES SCRL Bld Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 427.178.892 Nominatives	5.000	15,05	0	31/12/2018	EUR	255.603	-9.898
PORT AUTONOME DE CHARLEROI SNC Rue de Marcinelle 1 6000 Charleroi Belgique 208.201.095 Nominatives	70.000	46,67	0	31/12/2018	EUR	70.632.321	112.999
CAROLIDAIRE SCRL Bld Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 464.424.815 Nominatives	10.000	26,39	0	31/12/2018	EUR	780.576	-11.998
WALLONIE DEVELOPPEMENT SCRL Rue du Vertbois 13c 4000 Liège 1 Belgique 874.449.060 Nominatives	5	12,50	0	31/12/2018	EUR	18.670	5.789
I.P.F.H SCRL Bld Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.645.281 Nominatives	4.972.505	41,11	0	31/12/2018	EUR	578.776.074	40.682.203
COWORKING SCRL Avenue Général Michel 1E 6000 Charleroi Belgique 847.919.065 Nominatives	186	20,00	0	31/12/2018	EUR	-844	-4.209
L.R.V.S SCRL Rue du Déversoir 1 6010 Couillet Belgique 500.518.218 Nominatives	42	33,33	0	31/12/2018	EUR	336.041	25.619
ITECH INCUBATOR SA Rue Auguste Piccard 48 6041 Gosselies Belgique 479.250.670 Nominatives	875	19,44	0	31/12/2018	EUR	389.568	84.472

DENOMINATION	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%	%				
SORESIC SA Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 686.758.119 Nominatives	3.162	51,00	0	31/12/2018	EUR	36.292.682	-2.824.318
SODEVIMMO SA Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 730.685.261 Nominatives	122.215	70,96	0		EUR		

6.5.2 LISTE DES ENTREPRISES DONT L'ENTREPRISE RÉPOND DE MANIÈRE ILLIMITÉE EN QUALITÉ D'ASSOCIÉ OU DE MEMBRE INDÉFINIMENT RESPONSABLE
DENOMINATION, Adresse complète du SIEGE, FORME JURIDIQUE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE
CITW GIE Quai Saint-Brice 35 7500 Tournai Belgique 809.311.976
CITW+ GIE Avenue Gouverneur Bovesse 74 5100 Jambes (Namur) Belgique 667.546.773
AM IGRETEC - Eureco SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - Atelier (AT) Home - G.ECO Architectes SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - IBH W2E CONSULTANTS SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - VK Engineering SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - PIRNAY - POLYTECH Engineering - At.a rch F. HENNE SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - At.Archi ARCHI VISION PROJECTS - At.Archi SL + Architectes SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - A&G Atelier d'architecture SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786

6.6. PLACEMENTS DE TRESORERIE ET COMPTES DE REGULARISATION DE L'ACTIF

PLACEMENTS DE TRESORERIE - AUTRES PLACEMENTS		Exercice	Exercice précédent
Actions et parts		0	8.201.443
Valeur comptable augmentée du montant non appelé			8.201.443
Montant non appelé			
Titres à revenu fixe			
Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit			
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit		4.974.049	4.329.481
Avec une durée résiduelle ou de préavis			
- d'un mois au plus			
- de plus d'un mois à un an au plus		4.974.049	4.329.481
- de plus d'un an			
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant			0

COMPTES DE REGULARISATION		Exercice
Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important		
Charges à reporter		540.873
Produits acquis		71.271

6.7. ETAT DU CAPITAL	Montants	Nombres d'actions
CAPITAL SOCIAL		
Capital souscrit au terme de l'exercice précédent	147.514.266	
Capital souscrit au terme de l'exercice	147.443.508	
Modifications au cours de l'exercice		
Parts C1	56	9
Parts E	1.092.158	
Parts D	620.511	
Parts PF (variation capital variable)	-1.783.483	
Représentation du capital		
Catégories d'actions		
Parts A - Villes et communes	516.807	83.356
Parts C - Autres pouvoirs publics	107.607	17.358
Parts D - Villes et communes	3.481.575	3.481.575
Parts E - Villes et communes	20.843.352	20.843.352
Parts PF - Villes et communes	124.277.650	4.971.106
Parts PF - Villes et communes (capital variable)	-1.783.483	

Capital non libéré	Montant non appelé	Montant appelé non versé
Capital non appelé	14.899.404	XXXXXXXX
Capital appelé, non versé	XXXXXXXX	784.184
Actionnaires redevables de libération		
AC Gerpinnes - parts E	1.027.464	
AC Les Bons-Villers - parts E	628.011	
AC Lobbes - parts E	541.998	
AC Thuin - parts E	1.109.404	
AC Courcelles - parts E	811.242	
AC Sivry-Rance - parts E	470.364	
AC Fontaine-l'Evêque - parts E	972.110	
AC Momignies - parts E	798.792	
AC Ham/s/Heure - Nalines - parts E	1.719.709	
AC Pont-à-Celles - parts E	1.041.375	
AC Montigny-le-Tilleul - parts E	343.586	
AC Fleurus - parts E	661.038	
AC Chimay - parts E	71.209	
AC Erquelinnes - parts E	363.372	
AC Froidchapelle - parts E	833.066	
AC Beaumont - parts E	64.484	
AC Charleroi - parts E	2.549.183	162.407
AC Chatelet - parts E	449.483	
AC Charleroi - parts D	3.547	606.638
AC Aiseau-Presles - parts E	376.834	
AC Sambreville - parts D		15.090
AC Farciennes - parts D		
AC Farciennes - parts E	63.133	
La Ruche Chapelloise - parts C1		6
RCA Mons-Capitale - parts C1		6
ASBL Les Lacs de l'Eau d'Heure C1		6
Régie Communale Autonome Farciennes C1		31

6.8. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES	Exercice
VENTILATION DE LA RUBRIQUE 163/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRESENTE UN MONTANT IMPORTANT	
Provisions pour dépenses à engager dans les parcs d'activités économiques	311.427
Provisions à caractère social	124.034
Provisions pour litiges et actions en cours	1.137.744

6.9. ETAT DES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION DU PASSIF			
VENTILATION DES DETTES A L'ORIGINE A PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DUREE RESIDUELLE	Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	Dettes ayant plus de 5 ans à courir
Dettes financières	16.258.392	59.233.337	153.849.446
Emprunts subordonnés			
Emprunts obligataires non subordonnés			
Dettes de location-financement et assimilées	6.529.060	25.815.005	65.448.210
Etablissements de crédit	317.050	2.819.357	634.100
Autres emprunts	9.412.282	30.598.975	87.767.136
Dettes commerciales			
Fournisseurs			
Effets à payer			
Acomptes reçus sur commandes			
Autres dettes			8.313.519
Total	16.258.392	59.233.337	162.162.965

DETTES GARANTIES	Dettes garanties par les pouvoirs publics belges	Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise
Dettes financières	41.167.397	
Emprunts subordonnés		
Emprunts obligataires non subordonnés		
Dettes de location-financement et assimilées		
Etablissements de crédit	1.234.106	
Autres emprunts	39.933.291	
Dettes commerciales		
Fournisseurs		
Effets à payer		
Acomptes reçus sur commandes		
Autres dettes		
Total	41.167.397	

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES	
Impôts (rubrique 450/3 du passif)	
Dettes fiscales échues	
Dettes fiscales non échues	2.283.448
Dettes fiscales estimées	
Rémunérations et charges sociales (rubrique 454/9 du passif)	
Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	
Autres dettes salariales et sociales	2.546.422

COMPTES DE REGULARISATION	Exercice
Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important	
Charges à imputer	757.385
Produits à reporter	6.821.109

6.10. RESULTATS D'EXPLOITATION	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires net		
Ventilation par catégorie d'activité		
Sect 1 : Gestion de l'eau	29.022.531	28.755.486
Sect 1 : Bureau d'études	10.094.558	9.023.058
Sect 2 : Gestion des parcs d'activités économiques	1.703.461	609.202
Sect 4 : Ventés d'immeubles	442.344	763.000
Sect 3 : Projets d'amélioration en efficacité énergétique	4.115.318	
Ventilation par marché géographique (Belgique)	45.378.213	39.164.986
Autres produits d'exploitation		
Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics	4.823.213	1.963.318
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Travailleurs inscrits au registre du personnel		
Nombre total à la date de clôture	290	294
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	286,5	287,1
Nombre d'heures effectivement prestées	419.607	427.553
Frais de personnel		
Rémunérations et avantages sociaux directs	16.571.143	16.258.515
Cotisations patronales d'assurances sociales	5.388.774	5.316.590
Primes patronales pour assurances extralégales	550.705	564.586
Autres frais de personnel	502.940	175.795
Pensions de retraite et de survie		
Provisions pour pensions et obligations similaires		
Dotations (utilisations et reprises)	-1.123.135	-1.064.483
Réductions de valeur		
Sur stocks et commandes en cours		
Actées		64.028
Reprises	6.467.477	3.726.093
Sur créances commerciales		
Actées	162.277	118.105
Reprises	23.898	10.870
Provisions pour risques et charges		
Constitutions	440.688	417.000
Utilisations et reprises	1.276.281	1.605.628
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	168.925	185.085
Autres	232.084	41.926
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise		
Nombre total à la date de clôture	10	1
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	7,4	8,0
Nombre d'heures effectivement prestées	14.443	15.661
Frais pour l'entreprise	517.430	564.170

6.11. RESULTATS FINANCIERS	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS FINANCIERS RECURRENTS		
Autres produits financiers		
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats		
Subsides en capital	1.322.025	1.827.799
Subsides en intérêts		
Ventilation des autres produits financiers		
Reprise (moins-value) / portefeuille de gestion		
Produits financiers divers et intérêts perçus	26.795	90.084
CHARGES FINANCIERES RECURRENTES		
Amortissement des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement		
Intérêts portés à l'actif		
Réductions de valeur sur actifs circulants		
Actées		266.176
Reprises	318.588	2.558
Autres charges financières		
Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances		
Provisions à caractère financier		
Constituées		
Utilisées et reprises		
Ventilation des autres charges financières		
Charges financières diverses	26.717	56.047
Moins-value sur actifs circulants	120.395	38.203

6.12. PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS NON RECURRENTS	3.025.414	5.839
Produits d'exploitation non récurrents	3.017.479	604
Reprises d'amortissements et réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles corporelles	3.017.479	604
Autres produits d'exploitation non récurrents		
Produits financiers non récurrents	7.935	5.235
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	7.935	5.235
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières		
Autres produits financiers non récurrents		
CHARGES NON RECURRENTES	77.263	60.949
Charges d'exploitation non récurrentes	22.383	
Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels dotations (utilisations)		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles corporelles	22.383	
Autres charges d'exploitation non récurrentes		
Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration		
Charges financières non récurrentes	54.880	60.949
Réductions de valeur sur immobilisations financières	49.211	60.949
Provisions pour risques et charges financiers exceptionnels dotations (utilisations)		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières		
Autres charges financières non récurrentes	5.669	
Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de de frais de restructuration		

6.13. IMPÔTS ET TAXES			
IMPÔTS SUR LE RESULTAT		Exercice	
Impôts sur le résultat de l'exercice			
Impôts et précomptes dus ou versés		10.982	
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif		-10.982	
Suppléments d'impôts estimés			
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs			
Suppléments d'impôts dus ou versés			
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés			
Principales sources de disparité entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé		Exercice	
Réserves (variation des provisions taxées à l'IPM)		1.169.467	
Montant des DNA estimées		728.590	
Montant des RDT utilisés		15.114.445	
Sources de latences fiscales		Exercice	
Réserves (provisions taxées à l'IPM avant assujettissement à l'ISOC en 2015)		20.043.385	
Montant des RDT sur exercice 2019 (14.394.823€) - montant non déduit 2019		9.152.046	
TAXES SUR LA VALEUR AJOUTEE ET IMPOTS A CHARGE DE TIERS		Exercice	Exercice précédent
Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte			
A l'entreprise (déductibles)	6.294.926	6.580.154	
Par l'entreprise	10.453.202	10.969.410	
Montants retenus à charge de tiers, au titre de			
Précompte professionnel	4.352.960	4.375.082	
Précompte mobilier			

6.14. DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN		Exercice
GARANTIES REELLES		
Garantie réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés		
Montant de l'inscription		
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription		
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptables des actifs gagés		97.016.609
Sûretés constituées sur actifs futurs - ontant des actifs en cause		
ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS		
SPGE / Leasing lot 2 - option d'achat 5 % (2021)		292.195
SPGE / Leasing lot 3 - option d'achat 5 % (2023)		259.464
SPGE / Leasing lot 2 - option d'achat 5 % (2021)		350.565
SPGE / Leasing lot 4 - option d'achat 5 % (2029)		2.267.967
SPGE / Leasing lot 5 - option d'achat 5 % (2030)		260.868
SPGE / Leasing lot 6 - option d'achat 5 % (2030)		158.967
SPGE / Leasing lot 8 - option d'achat 5 % (2030)		2.143.158
SPGE / Leasing lot 10 - option d'achat 5 % (2034)		1.187.257
SPGE / Leasing lot 11 - option d'achat 5 % (2035)		472.990
SPGE / Leasing lot 14 - option d'achat 5 % (2039)		297.202
SPGE / Leasing lot 17 - option d'achat 5 % (2042)		162.230
CONSEQUENCES FINANCIERES DES OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN		
Un SWAP de taux pour la couverture d'un emprunt initial de 6.341.000 euros		2.536.400

6.15. RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION				
	Entreprises liées		Entreprises avec un lien de participation	
	Exercice	Exercice précédent	Exercice	Exercice précédent
Immobilisations financières	12.253.120	916.667	127.520.404	126.081.585
Participations	12.253.120	916.667	127.520.404	126.081.585
Créances subordonnées				
Autres créances				
Créances	192.496	29.778	113.494	47.304
A plus d'un an				
A un an au plus	192.496	29.778	113.494	47.304
Placements de trésorerie				
Actions				
Créances				
Dettes	0	0	22.982	7.011
A plus d'un an				
A un an au plus			22.982	7.011

6.16. RELATIONS FINANCIERES AVEC	Exercice
LES ADMINISTRATEURS ET GERANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTROLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ETRE LIEES A CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTROLEES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES	
Créances sur les personnes précitées	
Conditions principales des créances	
Garanties constituées en leur faveur	
Autres engagements financiers significatifs souscrits en leur faveur	
Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable	
Aux administrateurs et gérants	114.702
Aux anciens administrateurs et anciens gérants	
LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIE (ILS SONT LIES)	
Emoluments du (des) commissaire(s)	25.250
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)	
Autres missions d'attestation	
Missions de conseils fiscaux	
Autres missions extérieures à la mission révisorale	
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)	
Autres missions d'attestation	
Missions de conseils fiscaux	
Autres missions extérieures à la mission révisorale	

6.17. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES NON EVALUES A LA JUSTE VALEUR							
Catégorie d'instruments	Risque	spéculation /	Volume	Exercice		Exercice précédent	
				Valeur	Juste	Valeur	Juste
ING-SWAP sur couverture de taux	Couverture de taux d'emprunt nominal de 6.341.000 €	Couverture	2.536.400	0	546.671	0	612.489

BILAN SOCIAL

ETAT DES PERSONNES OCCUPEES	1. Temps plein (exercice)	2. Temps partiel (exercice)	3. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice)	3P. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice précédent)
TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL				
Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent				
Nombre moyen de travailleurs	261,0	33,9	286,5	287,1
Nombre effectif d'heures prestées	390.140	29.467	419.607	427.552
Frais de personnel	20.972.259	2.041.303	23.013.562	22.315.486

	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
A la date de clôture de l'exercice			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	259	31	281,5
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	254	31	276,5
Contrat à durée déterminée	5		5,0
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini			
Contrat de remplacement			
Par sexe			
Hommes	177	11	185,3
Femmes	82	20	96,2
Par catégorie professionnelle			
Personnel de direction	14		14,0
Employés	192	30	213,7
Ouvriers	53	1	53,8
Autres			

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
ENTREES			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	18		18,0
SORTIES			
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	22	1	22,6

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE	Hommes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle à charge de l'employeur		
Nombre de travailleurs concernés	146	62
Nombre d'heures de formation suivies	2.957	1.608
Coût net pour l'entreprise	60.711	48.051

RÈGLES D'ÉVALUATION

INTRODUCTION

Les règles d'évaluation sont établies conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des Sociétés.

1. Frais d'établissement

Les frais d'établissement et de constitution sont pris en charge sur l'exercice.

2. Immobilisations incorporelles

Les acquisitions sont portées à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'amortissements dont la règle est la suivante :

<u>Rubrique</u>	<u>Durée d'amortissement</u>
Logiciels	3 ans

3. Immobilisations corporelles

Elles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les amortissements sont pratiqués en fonction des règles d'amortissements suivantes :

<u>Rubrique</u>	<u>Durée d'amortissement</u>
Terrains	néant
Bâtiments (travaux, honoraires)	33 ans
Entretien bâtiments (gros travaux de rénovation)	20 ans
Entretien bâtiments (travaux de rénovation)	15 ans
Entretien bâtiments (petits travaux de rénovation)	10 ans
Gros mobilier de bureau	10 ans
Petit mobilier de bureau	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Remarques :

- En ce qui concerne les bâtiments, le transfert de la rubrique « Immobilisations en cours » aux diverses rubriques « Immobilisations corporelles » est effectué au moment de la réception provisoire. Les amortissements sont calculés prorata temporis, à partir du mois de cette réception provisoire.
- En ce qui concerne les bâtiments et ouvrages d'assainissement faisant l'objet d'un contrat de leasing, ils sont amortis au même rythme que le plan de remboursement en capital repris audit contrat (amortissement financier).
- Les plus-values de réévaluation sur les immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement débutant au 1^{er} janvier de l'exercice qui suit la comptabilisation au passif du bilan.

4. Immobilisations financières

Entreprises liées

Les participations sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

La valeur de la participation est revue chaque année en tenant compte de la valeur de l'actif net au 31 décembre de l'année précédente.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation

Les participations sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

Autres immobilisations financières

Les actions et parts sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

5. Stocks et commandes en cours d'exécution

Ils sont constitués de la valeur en prix de revient ou de la valeur de marché si le prix de revient lui est supérieur.

Terrains

Les ventes de terrains sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel le compromis de vente a été signé.

Immeubles (repris dans la zone d'exposition au bruit de l'aéroport de Charleroi)

Les immeubles acquis dans ladite zone sont comptabilisés à la date de signature de l'acte de vente et non au moment du compromis de vente, au vu de la spécificité de ce secteur. Ce principe de comptabilisation a été maintenu jusqu'à la fin de la convention au 31 décembre de l'exercice 2019. Les opérations de ventes postérieures à la fin de la convention seront comptabilisées quant à elles à la date du compromis de vente. De plus, la valeur du stock d'immeubles est ajustée systématiquement à une valeur minimum estimée de revente, fixée de commun accord avec la SOWAER.

Des réductions de valeur seront portées en compte dès lors que des immeubles seront démolis ou à démolir.

Terrains et infrastructures sur nos parcs d'activités économiques

Ils sont constitués de la valeur en prix de revient ou de la valeur de marché si le prix de revient lui est supérieur. Les subsides afférents aux infrastructures et aux acquisitions sont portés à l'actif en déduction des coûts d'acquisitions et des travaux relatifs à ces infrastructures et terrains. Pour les nouveaux parcs d'activités, le montant des études et des prestations préalables au développement du parc sont portés à l'actif. Les réductions de valeur éventuelles seront portées en compte de résultat s'il appert que l'estimation du prix de revient final deviendrait supérieure à la valeur de marché.

Les nouveaux parcs d'activités pour lesquels les estimations de prix de revient peuvent être sujettes à une révision importante ou pour lesquels l'état d'avancement du projet n'est pas suffisamment abouti feront l'objet d'une information dans le rapport de gestion sur les réductions de valeurs probables, sans pour autant être reprises systématiquement au niveau du compte de résultat. Une évaluation du risque sera opérée chaque année.

6. Créances à plus d'un an et créances à un an au plus

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une réduction de valeur appropriée est opérée sur toutes les créances qui présentent une moins-value durable à la clôture de l'exercice.

7. Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Les titres de placement sont portés à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, frais accessoires exclus.

A la clôture de l'exercice, ils font l'objet de réductions de valeur, si la valeur estimée est inférieure à la valeur comptable.

8. Provisions pour risques et charges

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration, statuant avec prudence, sincérité et bonne foi, examine les provisions à constituer pour couvrir les risques, charges et pertes prévisibles, nés au cours de l'exercice et des exercices antérieurs.

Les provisions constituées lors des exercices antérieurs sont régulièrement revues. Les excédents éventuels, devenus sans objet, sont transférés au résultat.

Toute provision constituée dans le cadre d'un dossier spécifique sera systématiquement transférée au résultat après 10 ans pour autant qu'aucun élément nouveau ou majeur ne soit apparu dans le dossier.

La provision relative aux cotisations de responsabilisation ONSSAPL a été constituée en 2011 sur base d'un calcul d'actualisation des pensions futures du personnel statutaire avec les hypothèses suivantes :

- Période : 2012-2050 ;
- Décès : 85 ans pour les hommes et 90 ans pour les femmes. Idem pour les ayants droit ;
- Départ à la retraite : dès que légalement possible (combinaison âge minimum et /ou carrière minimum) ;
- Taux d'indexation annuel : 2 % l'an ;

Depuis 2016, la provision n'est plus actualisée et est mouvementée sur base des montants pris en charge sur l'exercice en fonction des factures reçues de l'ONSSAPL.

9. Subsidés en capital

Les subsidés en capital obtenus sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Ils sont pris au compte de résultats au même rythme que les amortissements pratiqués pour les investissements correspondants.

10. Comptes de régularisation

Projets Bureau d'études

En fin d'exercice, les études sont valorisées sur base de leur coût complet en prenant en compte l'ensemble des charges directes associées à chaque projet ainsi que la valorisation des prestations y afférentes qui, elles, sont calculées sur base d'un taux horaire complet par département. Sur cette base, la marge estimée par projet est calculée au prorata de l'avancement et les comptes de régularisation reprennent donc la différence entre la marge ainsi estimée par projet et la marge déjà facturée à la clôture de l'exercice.

En fin d'exercice, les études sont donc ajustées globalement comme expliqué ci-dessus et font l'objet d'écritures aux comptes de régularisations comme suit :

- Soit à l'actif du bilan, en produits acquis, pour les projets présentant une marge potentielle positive ;
- Soit au passif du bilan, en charges à imputer, pour les projets présentant une marge potentielle négative, à concurrence du montant intégral de la perte présumée.

AUTRES INFORMATIONS

Regroupement intersectoriel

Les opérations de consolidation suivantes sont effectuées :

- reclassement de produits intersectoriels, concernant des immobilisations en cours, de la rubrique chiffre d'affaires vers la rubrique production immobilisée ;
- compensation des produits et des charges d'exploitation afférents aux opérations intersectorielles ;
- compensation des produits et des charges financières afférents aux opérations intersectorielles ;
- compensation des créances et des dettes réciproques aux quatre secteurs ;
- reclassement des immobilisations financières en fonction des participations globalement détenues par l'intercommunale.

BILAN & COMPTE DE RÉSULTATS PAR SECTEUR

SECTEUR 1

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	118.236.589	123.841.246
I. Frais d'établissement	20		
II. Immobilisations incorporelles	21	178.626	283.493
III. Immobilisations corporelles	22/27	109.526.697	116.226.957
A. Terrains et constructions	22	143.660	143.660
B. Installations, machines et outillage	23	6.282.675	6.864.063
C. Mobilier et matériel roulant	24	288.807	320.120
D. Location-financement et droits similaires	25	97.140.006	103.025.333
E. Autres immobilisations corporelles	26	5.671.549	5.873.781
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28	8.531.266	7.330.796
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3		
1. Participations	282		
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	8.531.266	7.330.796
1. Actions et parts	284	8.521.476	7.322.006
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	9.790	8.790
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	56.390.032	49.206.567
V. Créances à plus d'un an	29	8.849.350	10.487.073
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291	8.849.350	10.487.073
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	1.346.682	5.554.441
A. Stocks	30/36	35.172	58.999
1. Approvisionnements	30/31	35.172	58.999
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	1.311.510	5.495.442
VII. Créances à un an au plus	40/41	33.292.559	13.456.778
A. Créances commerciales	40	17.251.056	8.231.467
B. Autres créances	41	16.041.503	5.225.311
VIII. Placements de trésorerie	50/53	1.668.814	9.624.539
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	1.668.814	9.624.539
IX. Valeurs disponibles	54/58	6.120.955	9.892.581
X. Comptes de régularisation	490/1	5.111.672	191.155
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	174.626.621	173.047.813

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	34.080.537	32.744.910
I. Capital	10	9.515.448	7.885.623
A. Capital souscrit	100	24.414.852	22.702.126
B. Capital non appelé (-)	101	(14.899.404)	(14.816.503)
II. Primes d'émission	11		
III. Plus-values de réévaluation	12		
IV. Réserves	13	18.099.796	17.735.505
A. Réserve légale	130	42.776	42.776
B. Réserves indisponibles	131		
1. Pour actions propres	1310		
2. Autres	1311		
C. Réserves immunisées	132		
D. Réserves disponibles	133	18.057.020	17.692.729
V. Bénéfice reporté	140		
Perte reportée (-)	141		
VI. Subsidés en capital	15	6.465.293	7.123.782
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	15.888.125	16.447.210
VII. A. Provisions pour risques et charges	160/5	15.888.125	16.447.210
1. Pensions et obligations similaires	160	14.747.019	15.603.003
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Autres risques et charges	163/5	1.141.106	844.207
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	124.657.959	123.855.693
VIII. Dettes à plus d'un an	17	93.482.567	100.264.846
A. Dettes financières	170/4	93.482.567	100.264.846
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172	91.263.217	97.728.446
4. Etablissements de crédit	173	2.219.350	2.536.400
5. Autres emprunts	174		
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9		
IX. Dettes à un an au plus	42/48	24.018.011	21.529.161
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	6.846.110	6.531.550
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	3.532.838	2.739.880
1. Fournisseurs	440/4	3.532.838	2.739.880
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	1.632.731	1.555.081
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	4.681.981	3.398.517
1. Impôts	450/3	2.135.560	864.256
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	2.546.421	2.534.261
F. Autres dettes	47/48	7.324.351	7.304.133
X. Comptes de régularisation	492/3	7.157.381	2.061.686
TOTAL DU PASSIF	10/49	174.626.621	173.047.813

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	50.014.719	49.658.903
A. Chiffre d'affaires	70	47.336.496	45.273.222
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	15.250	1.767.527
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74	2.660.725	2.617.550
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A	2.248	604
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	44.957.321	43.763.222
A. Approvisionnements et marchandises	60	39.077	23.672
1. Achats	600/8	15.250	23.672
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609	23.827	
B. Services et biens divers	61	13.311.357	12.719.541
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	23.013.562	22.315.486
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	7.215.605	6.993.107
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4	102.493	104.771
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/7	(559.085)	(507.609)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	1.834.312	2.114.254
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A	5.057.398	5.895.681
Perte d'exploitation (-)	66A/70		
IV. Produits financiers	75/76B	1.471.448	1.263.758
A. Produits financiers récurrents	75	1.471.448	1.263.758
1. Produits des immobilisations financières	750	6.782	5.201
2. Produits des actifs circulants	751	795.556	604.204
3. Autres produits financiers	752/9	669.110	654.353
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B	5.394.074	6.211.859
A. Charges financières récurrentes	65	5.394.074	6.211.859
1. Charges des dettes	650	5.568.120	5.887.225
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651	(318.589)	263.618
3. Autres charges financières	652/9	144.543	61.016
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66B	1.134.772	947.580
Perte de l'exercice avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67	1.134.772	947.580
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)	1.134.772	947.580
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	1.134.772	947.580
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	1.134.772	947.580
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur le capital et les primes d'émission	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2	(364.290)	(200.594)
1. au capital et aux primes d'émission	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921	364.290	200.594
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/6	(770.482)	(746.986)
1. Rémunération du capital	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Autres allocataires	696	770.482	746.986

SECTEUR 2

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	135.277.391	143.101.579
I. Frais d'établissement	20		
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27	114.172.149	132.768.577
A. Terrains et constructions	22	20.839.643	21.924.301
B. Installations, machines et outillage	23	100.367	71.408
C. Mobilier et matériel roulant	24	168.746	391.152
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26	91.566.827	97.151.417
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27	1.496.566	13.230.299
IV. Immobilisations financières	28	21.105.242	10.333.002
A. Entreprises liées	280/1	12.253.120	916.667
1. Participations	280	12.253.120	916.667
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	1.242.779	1.803.960
1. Participations	282	1.242.779	1.803.960
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	7.609.343	7.612.375
1. Actions et parts	284	7.609.247	7.612.278
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	96	97
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	97.475.326	93.875.558
V. Créances à plus d'un an	29	35.661.288	37.636.724
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291	35.661.288	37.636.724
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	45.243.834	44.592.008
A. Stocks	30/36	45.243.834	44.592.008
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35	45.243.834	44.592.008
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37		
VII. Créances à un an au plus	40/41	11.600.607	6.645.988
A. Créances commerciales	40	2.049.255	550.438
B. Autres créances	41	9.551.352	6.095.549
VIII. Placements de trésorerie	50/53	1.160.879	2.764.385
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	1.160.879	2.764.385
IX. Valeurs disponibles	54/58	3.724.215	2.120.142
X. Comptes de régularisation	490/1	84.503	116.311
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	232.752.717	236.977.137

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	33.623.265	36.916.730
I. Capital	10	531.687	531.687
A. Capital souscrit	100	531.687	531.687
B. Capital non appelé (-)	101		
II. Primes d'émission	11		
III. Plus-values de réévaluation	12		
IV. Réserves	13	5.831.410	4.306.238
A. Réserve légale	130	677.469	677.469
B. Réserves indisponibles	131		
1. Pour actions propres	1310		
2. Autres	1311		
C. Réserves immunisées	132		
D. Réserves disponibles	133	5.153.941	3.628.769
V. Bénéfice reporté	140		
Perte reportée (-)	141		
VI. Subsidés en capital	15	27.260.168	32.078.805
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	5.160.446	5.436.954
VII. A. Provisions pour risques et charges	160/5	5.160.446	5.436.954
1. Pensions et obligations similaires	160	4.728.347	4.995.498
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Autres risques et charges	163/5	432.099	441.456
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	193.969.006	194.623.453
VIII. Dettes à plus d'un an	17	127.913.736	134.443.449
A. Dettes financières	170/4	119.600.217	126.301.619
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173	1.234.106	218.822
5. Autres emprunts	174	118.366.111	126.082.797
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	8.313.519	8.141.830
IX. Dettes à un an au plus	42/48	65.260.901	59.000.993
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	9.412.282	9.200.469
B. Dettes financières	43	36.000.000	36.000.000
1. Etablissements de crédit	430/8	36.000.000	36.000.000
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	3.398.694	6.306.501
1. Fournisseurs	440/4	3.398.694	6.306.501
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	1.933.260	1.694.872
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	231.110	381.383
1. Impôts	450/3	231.110	381.383
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	14.285.555	5.417.768
X. Comptes de régularisation	492/3	794.369	1.179.011
TOTAL DU PASSIF	10/49	232.752.717	236.977.137

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/74	22.629.605	18.025.808
A. Chiffre d'affaires	70	2.011.135	944.872
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	(1.117.092)	2.036.720
C. Production immobilisée	72	821.704	1.022.551
D. Autres produits d'exploitation	74	17.898.627	14.021.665
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A	3.015.231	
II. Coût des ventes et des prestations	60/64	20.167.072	19.683.080
A. Approvisionnements et marchandises	60	1.581.756	2.029.155
1. Achats	600/8	1.581.756	2.029.155
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61	12.705.237	12.036.482
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	5.321.294	5.421.167
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4	35.887	66.224
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/7	(276.508)	(681.019)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	777.023	811.071
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A	22.383	
III. Bénéfice d'exploitation (+) Perte d'exploitation (-)	70/64 64/70	2.462.533	(1.657.272)
IV. Produits financiers	75	1.115.458	1.298.382
A. Produits financiers récurrents	75	1.107.523	1.293.147
1. Produits des immobilisations financières	750	13.066	22.922
2. Produits des actifs circulants	751	39.825	41.815
3. Autres produits financiers	752/9	1.054.632	1.228.410
B. Produits financiers non récurrents	76B	7.935	5.235
V. Charges financières	65/66B	2.052.820	2.177.297
A. Charges financières récurrentes	65	1.997.940	2.116.348
1. Charges des dettes	650	1.995.510	2.083.220
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9	2.430	33.128
B. Charges financières non récurrentes	66B	54.880	60.949
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+) Perte de l'exercice avant impôts (-)	70/65 65/70	1.525.171	(2.536.187)
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+) B. Transfert aux impôts différés (-)	780 680		
X. Impôts sur le résultat (-)/(+)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
XI. Bénéfice de l'exercice (+) Perte de l'exercice (-)	70/67 67/70	1.525.171	(2.536.187)
XII. Prélèvement sur les réserves immunisées (+) Transfert aux réserves immunisées (-)	789 689		
XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+) Perte de l'exercice à affecter (-)	(70/68) (68/70)	1.525.171	(2.536.187)

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	1.525.171	
Perte à affecter (-)	69/70		(2.536.187)
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	1.525.171	
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		(2.536.187)
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		2.536.187
1. sur le capital et les primes d'émission	791		
2. sur les réserves	792		2.536.187
C. Affectations aux capitaux propres	691/2	(1.525.171)	
1. au capital et aux primes d'émission	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921	1.525.171	
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/6		
1. Rémunération du capital	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Autres allocataires	696		

SECTEUR 3

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	126.277.625	124.277.625
I. Frais d'établissement	20		
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27		
A. Terrains et constructions	22		
B. Installations, machines et outillage	23		
C. Mobilier et matériel roulant	24		
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26		
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28	126.277.625	124.277.625
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	126.277.625	124.277.625
1. Participations	282	126.277.625	124.277.625
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8		
1. Actions et parts	284		
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8		
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	8.930.621	5.809.771
V. Créances à plus d'un an	29	2.828.994	804.565
A. Créances commerciales	290	2.828.994	804.565
B. Autres créances	291		
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	2.349.637	4.710.113
A. Stocks	30/36		
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	2.349.637	4.710.113
VII. Créances à un an au plus	40/41	1.539.874	95.589
A. Créances commerciales	40	1.539.379	95.094
B. Autres créances	41	495	495
VIII. Placements de trésorerie	50/53	2.144.355	142.000
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	2.144.355	142.000
IX. Valeurs disponibles	54/58	18.196	722
X. Comptes de régularisation	490/1	49.565	56.781
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	135.208.246	130.087.396

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	125.606.132	125.889.412
I. Capital	10	122.494.167	124.277.650
A. Capital souscrit	100	122.494.167	124.277.650
B. Capital non appelé (-)	101		
II. Primes d'émission	11		
III. Plus-values de réévaluation	12		
IV. Réserves	13	3.111.965	1.611.762
A. Réserve légale	130		
B. Réserves indisponibles	131		
1. Pour actions propres	1310		
2. Autres	1311		
C. Réserves immunisées	132		
D. Réserves disponibles	133	3.111.965	1.611.762
V. Bénéfice reporté	140		
Perte reportée (-)	141		
VI. Subsidés en capital	15		
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16		
VII. A. Provisions pour risques et charges	160/5		
1. Pensions et obligations similaires	160		
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Autres risques et charges	163/5		
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	9.602.114	4.197.984
VIII. Dettes à plus d'un an	17	2.068.364	2.179.192
A. Dettes financières	170/4	2.068.364	2.179.192
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173		
5. Autres emprunts	174	2.068.364	2.179.192
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9		
IX. Dettes à un an au plus	42/48	7.512.547	1.996.468
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	110.828	108.879
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	902.812	87.625
1. Fournisseurs	440/4	902.812	87.625
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46		
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45		
1. Impôts	450/3		
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	6.498.907	1.799.964
X. Comptes de régularisation	492/3	21.203	22.324
TOTAL DU PASSIF	10/49	135.208.246	130.087.396

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	1.817.426	2.359.632
A. Chiffre d'affaires	70	4.115.318	14.240
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	(2.360.476)	2.345.392
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74	62.584	
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A		
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	2.011.790	2.523.301
A. Approvisionnements et marchandises	60	1.152.999	2.270.864
1. Achats	600/8	1.152.999	2.270.864
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61	858.791	252.437
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630		
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4		
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/7		
G. Autres charges d'exploitation	640/8		
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A		
Perte d'exploitation (-)	66A/70	(194.364)	(163.669)
IV. Produits financiers	75/76B	14.409.008	14.494.898
A. Produits financiers récurrents	75	14.409.008	14.494.898
1. Produits des immobilisations financières	750	14.394.823	14.461.123
2. Produits des actifs circulants	751		
3. Autres produits financiers	752/9	14.185	33.775
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B	40.576	43.033
A. Charges financières récurrentes	65	40.576	43.033
1. Charges des dettes	650	40.575	43.033
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9	1	
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66B	14.174.068	14.288.196
Perte de l'exercice avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67	14.174.068	14.288.196
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)	14.174.068	14.288.196
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	14.174.068	14.288.196
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	14.174.068	14.288.196
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur le capital et les primes d'émission	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2	(1.500.202)	(1.610.455)
1. au capital et aux primes d'émission	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921	1.500.202	1.610.455
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/6	(12.673.866)	(12.677.741)
1. Rémunération du capital	694	12.673.866	12.677.741
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Autres allocataires	696		

SECTEUR 4

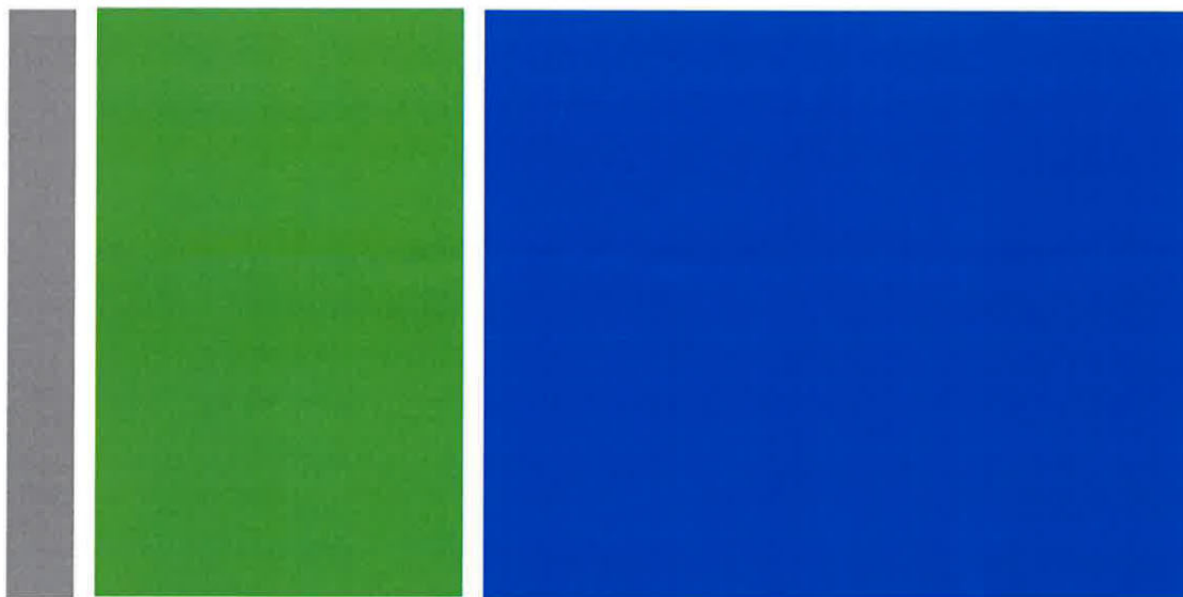
ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIFS IMMOBILISES	20/28		
I. Frais d'établissement	20		
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27		
A. Terrains et constructions	22		
B. Installations, machines et outillage	23		
C. Mobilier et matériel roulant	24		
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26		
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28		
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3		
1. Participations	282		
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8		
1. Actions et parts	284		
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8		
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	964.426	1.816.932
V. Créances à plus d'un an	29	0	0
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291		
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	330.000	1.699.633
A. Stocks	30/36	330.000	1.699.633
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35	330.000	1.699.633
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37		
VII. Créances à un an au plus	40/41	234.267	116.473
A. Créances commerciales	40	56.481	110.759
B. Autres créances	41	177.786	5.714
VIII. Placements de trésorerie	50/53	0	0
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53		
IX. Valeurs disponibles	54/58	400.159	826
X. Comptes de régularisation	490/1		
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	964.426	1.816.932

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	138.447	138.447
I. Capital	10	2.802	2.802
A. Capital souscrit	100	2.802	2.802
B. Capital non appelé (-)	101		
II. Primes d'émission	11		
III. Plus-values de réévaluation	12		
IV. Réserves	13	135.645	135.645
A. Réserve légale	130	989	989
B. Réserves indisponibles	131		
1. Pour actions propres	1310		
2. Autres	1311		
C. Réserves immunisées	132		
D. Réserves disponibles	133	134.656	134.656
V. Bénéfice reporté	140		
Perte reportée (-)	141		
VI. Subsidés en capital	15		
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16		
VII. A. Provisions pour risques et charges	160/5		
1. Pensions et obligations similaires	160		
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Autres risques et charges	163/5		
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	825.979	1.678.485
VIII. Dettes à plus d'un an	17		
A. Dettes financières	170/4		
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173		
5. Autres emprunts	174		
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9		
IX. Dettes à un an au plus	42/48	825.979	1.678.485
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42		
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	191.105	113.678
1. Fournisseurs	440/4	191.105	113.678
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46		
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45		
1. Impôts	450/3		
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	634.874	1.564.807
X. Comptes de régularisation	492/3		
TOTAL DU PASSIF	10/49	964.426	1.816.932

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	(6.061.682)	(3.223.654)
A. Chiffre d'affaires	70	656.609	946.072
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	(7.837.111)	(9.209.567)
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74	1.118.820	5.039.841
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A		
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	(6.061.820)	(3.223.654)
A. Approvisionnements et marchandises	60		14.079
1. Achats	600/8		14.079
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61	405.657	487.985
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630		
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4	(6.467.477)	(3.725.826)
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/7		
G. Autres charges d'exploitation	640/8		108
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A	138	
Perte d'exploitation (-)	66A/70		
IV. Produits financiers	75/76B		1.345
A. Produits financiers récurrents	75		1.345
1. Produits des immobilisations financières	750		
2. Produits des actifs circulants	751		
3. Autres produits financiers	752/9		1.345
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B	138	1.345
A. Charges financières récurrentes	65	138	1.345
1. Charges des dettes	650		1.238
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9	138	107
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66B		
Perte de l'exercice avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67		
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)		
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69		
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68		
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur le capital et les primes d'émission	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		
1. au capital et aux primes d'émission	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/6		
1. Rémunération du capital	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Autres allocataires	696		

**RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES
COOPÉRATEURS DE L'INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET
LA RÉALISATION D'ÉTUDES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES
SCRL SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE
31 DÉCEMBRE 2019**



**INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET
LA RÉALISATION D'ÉTUDES TECHNIQUES
ET ÉCONOMIQUES SC (I.G.R.E.T.E.C)**

Rapport du commissaire
31 décembre 2019

THE POWER OF BEING UNDERSTOOD
AUDIT | TAX | CONSULTING



INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET LA RÉALISATION D'ÉTUDES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES SC

RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 2019

(COMPTES ANNUELS)

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Études Techniques et Économiques SC (la "Société"), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'Assemblée générale du 26 juin 2019, conformément à la proposition de l'organe d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'Assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2021. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Études Techniques et Économiques pour la première année.

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2019, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à € 524.732.013 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de € 16.834.012.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2019, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

AUDIT | TAX | CONSULTING

RSM InterAudit is a member of the RSM network and trades as RSM. RSM is the trading name used by the members of the RSM Network. Each member of the RSM network is an independent accounting and consulting firm which practices in his own right. The RSM network is not itself a separate legal entity in any jurisdiction.

RSM InterAudit SC - réviseurs d'entreprises - Siège social : chaussée de Waterloo 1151 - B 1180 Bruxelles
interaudit@rsmbelgium.be - TVA BE 0436.391.122 - RPM Bruxelles Société civile à forme commerciale

Member of RSM Toelen Cats Dupont Koevoets - Offices in Aalst, Antwerp, Brussels, Charleroi, Mons and Zaventem

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Paragraphe d'observation – Événement postérieur à la date de clôture de l'exercice

En ce qui concerne la pandémie du COVID-19, nous attirons l'attention sur les "Événements importants survenus après la clôture de l'exercice" mentionnés à la page 41 du rapport de gestion ainsi qu'à l'annexe C 6.14 des comptes annuels.

L'organe d'administration y émet comme avis qu'à ce stade, ces circonstances exceptionnelles ne semblent pas susceptibles de mettre en péril la continuité des activités de l'Intercommunale.

Notre opinion n'est pas modifiée concernant ce point.



Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficacité ou l'efficacité avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- ▶ nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;
- ▶ nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- ▶ nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation ;
- ▶ nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.



Nous communiquons à l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la Société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire (version en cours de révision) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion et les documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

À l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1er, 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision n'a pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.

Autres mentions

- ▶ Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- ▶ La répartition des résultats proposée à l'Assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- ▶ Nous avons évalué les données comptables et financières reprises dans le rapport de l'organe d'administration dans le cadre de la distribution qui sera décidée par l'Assemblée générale du 25 juin 2020 conformément à l'article 6:116, alinéa 2 du Code des Sociétés et des Associations. Nous devons toutefois vous signaler que la distribution faite aux employés est antérieure à la décision de l'organe d'administration.
- ▶ Nous n'avons pas à vous signaler d'autre opération conclue ou de décision prise en violation des statuts, du Code des sociétés ou, à partir du 1^{er} janvier 2020, du Code des Sociétés et des Associations à l'exception du point mentionné à l'alinéa précédent.

Gosselies, le 15 mai 2020

RSM INTERAUDIT SC
COMMISSAIRE
REPRÉSENTÉE PAR

THIERRY LEJUSTE
ASSOCIÉ

JOEL BOUAKICHA
REVISEUR D'ENTREPRISES

INFORMATIONS

Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques

Société Coopérative
Association de communes

TVA BE 0 201 741 786 - RPM CHARLEROI

IGRETEC EST CERTIFIEE ISO 9001. LA PLUPART DES STATIONS D'EPURATION SONT
CERTIFIEES ISO 14001 ET ENREGISTREES EMAS.

Rapport annuel :

Notre rapport annuel est publié sur www.igretec.com au format PDF.

IGRETEC
Boulevard Mayence 1
6000 Charleroi
Tél. : 071/20.28.11
Fax : 071/33.42.36
<http://www.igretec.com>

Contact

Jean-François MINET
Chef du Service Finances et Comptabilité
Tél. : 071/20.29.40
E-mail : jeff.minet@igretec.com